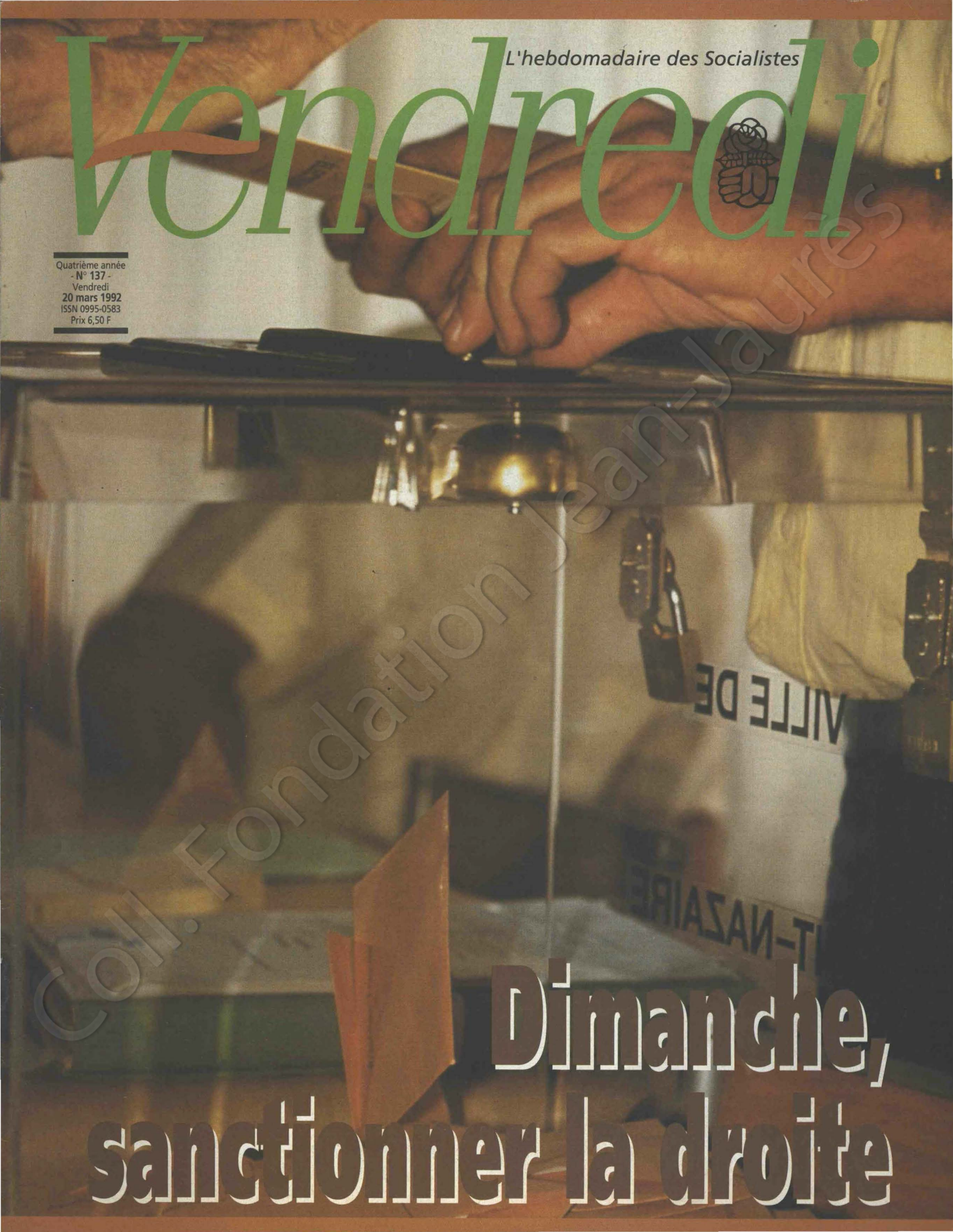
Vendredi

L'hebdomadaire des Socialistes

Quatrième année
- N° 137 -
Vendredi
20 mars 1992
ISSN 0995-0583
Prix 6,50 F



Dimanche, sanctionner la droite

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Votre courrier

C.O.U.R.A.G.E

Le combat politique pour une société plus juste, plus dynamique, et plus solidaire demande un énorme courage et, surtout, un travail encore plus conséquent.
La victoire de 1981 n'a pas effacé les injustices ni l'arbitraire. Onze ans moins deux de socialisme, avec les réformes, les avancées et la solidarité n'ont pas banni, pour les salariés, les sanctions et la répression. Onze ans de gouvernement, de batailles n'ont pas changé de mains le pouvoir de l'argent, de l'emploi.
Nous avons gagné certains droits, mais la montée du FN est, pour une partie du patronat, l'occasion de supprimer ces "privilèges". J'en ai subi les conséquences. En effet, ma participation aux élections législatives et cantonales de janvier dernier, dans la 4e circonscription de Lille, m'a coûté mon travail au lendemain du premier tour. Situation que l'on ne peut imaginer, à l'aube du XXIe siècle, dans la société de solidarité. Nous avons encore un long chemin à parcourir. C'est vrai qu'il faut du courage pour se battre pour des idées, pour une société. C'est vrai qu'il faut un représentant du Parti pour en être le porte-drapeau. C'est vrai aussi que le privé ne facilite pas l'expression. En tout cas, nous ne devons pas baisser les bras. Nous n'avons pas droit aux états d'âme quand il s'agit du respect de l'être humain.
Nous n'avons pas droit à la morosité. Il est encore trop tôt pour se reposer, il est encore trop tôt pour que la droite revienne, luttons encore pour faire aboutir l'idée d'une société de solidarité, de liberté et d'égalité.

DIDIER PIRA
Pérenchies (59).

Simple militant sans autre ambition que celle de servir la cause juste et idéalisée qu'est le socialisme, c'est la première fois que je prends la plume dans le cadre de mon engagement politique pour écrire à "Vendredi".
Plus que le bilan dont nous n'avons pas à rougir, il est un bouleversement que nous pouvons nous flatter d'avoir provoqué, celui du changement des mentalités de nos concitoyens.
Plus que jamais, et même si celui-ci est paradoxal au regard de l'abstentionnisme, le citoyen s'exprime, revendique, critique et souvent avec un excès qui ne peut se comprendre que parce que la liberté offerte déconcerte. Dans tous les lieux professionnels, dans toutes les couches sociales, la politique n'est plus un tabou. A mon sens, c'est une très grande victoire qui ouvre de nouveaux horizons.
Aujourd'hui, la Bourgogne a une chance de pouvoir compléter et relayer l'action du gouvernement dans la région. Oui, mais voilà, j'ai mal car les divisions apparaissent et risquent de nuire à notre ambition commune, celle du combat contre l'injustice et l'épanouissement individuel dans une solidarité collective.
Deux listes en Côte-d'Or... l'une conduite par Hervé Vouillot (maire de Quétigny), liste officielle du Parti socialiste ; l'autre conduite par Roland Carraz (maire de Chenôve), liste dissidente.
Tout cela cache une grande hypocrisie. Je n'arrive pas à comprendre que des camarades qui ont voté en décembre majoritairement le Projet socialiste se retrouvent sur une liste, celle de Roland Carraz, qui milite conte son propre parti, pour une autre politique, sans dire laquelle !

ALAIN OELLERS
Dijon (21).

M.E.D.I.A.S

Je suis un vieux militant socialiste (80 ans). J'ai vécu 1936 et le Front populaire de Léon Blum, avec son cortège d'espérances et de réalisations : congés payés, billets populaires de chemin de fer, assurances sociales, durée du travail, retraites, et j'en passe beaucoup.
Or, aujourd'hui, que voit-on, pratiquement chaque jour, à la télévision ? C'est le FN qui expose ses folles idées : xénophobie, antisémitisme, femme au foyer uniquement pour concevoir des enfants, rejet des immigrés, etc.
Je déplore profondément que l'on ne voie pratiquement jamais, à la télévision, regardée par plusieurs millions de téléspectateurs, des socialistes ministres ou militants qui expliqueraient aux Français, le plus souvent possible (méthode Coué), tout ce qui a été réalisé depuis dix ans, sous l'impulsion du président Mitterrand, par les gouvernements Mauroy, Rocard, Fabius et Edith Cresson. Ce serait le meilleur moyen de dissuader les électeurs de voter FN, car on entend dire par la droite "ils n'ont rien fait !", elle qui ne propose rien pour résoudre les graves difficultés actuelles. Ne pas oublier de rappeler que Bérégovoy a ramené l'inflation de 14% (Barre, "meilleur économiste du monde" !) à environ 3%.

G. GEORGES
Treignac (19).

I.N.T.E.L.L.E.C.T.U.E.L.S

Je constate, pour le déplorer, que la voix des intellectuels de gauche semble se faire moins entendre. C'est avec un peu de désarroi que je relève le titre d'un grand hebdomadaire du jeudi "L'intelligentsia de gauche fait son autocritique". Si autocritique il y a, ce ne peut être, à mon sens, que celle de laisser le terrain libre aux théoriciens et analystes de droite qui, profitant des événements historiques récents, croient avoir la victoire facile et le crient très fort. Pour eux, l'idéal socialiste est une aberration incapable de relever le défi devant les concepts intentionnellement biaisés de la pensée libérale.
C'est pourquoi j'appelle les intellectuels de gauche à nous expliquer que, malgré tout, le socialisme est toujours une obligation historique. Que beaucoup d'hommes sont bien meilleurs que ne le prétendent les propagandistes du libéralisme. Que l'hypocrisie des tenants du libéralisme à tout crin, guidés par leurs intérêts personnels, ne peut mener qu'à la domination du plus fort sur le plus faible, n'aboutir qu'à la loi de la jungle, ne tendre qu'à l'affaiblissement de la démocratie et, à terme, à la mise en péril de la République, ne finir que par vouloir nous faire oublier que la solidarité est liée indissolublement à la notion de liberté.

BERNARD SABROU
Pontault-Combault (77).

E.C.O.L.O.G.I.E

L'électeur soucieux des questions d'environnement ou de pollution ne sait ni pour quelle politique ni pour quelles alliances il se prononce en votant pour les Verts. Les écologistes de ce parti vont-ils faire alliance avec la droite ou avec la gauche dans les conseils régionaux, notamment lors de l'élection des présidents qui aura lieu le vendredi 27 mars ?
La division des écologistes entre, d'une part, le parti des Verts d'Antoine Waechter, parti lui-même traversé de multiples tendances, et, d'autre part, le mouvement Génération Ecologie, de Brice Lalonde, ne montre-t-elle pas que l'écologie renvoie à des questions plus générales, notamment sur la nécessité d'un engagement auprès de forces de progrès pour atteindre certains objectifs ?
Les questions d'environnement correspondent, le plus souvent, à des oppositions entre intérêt général et intérêts particuliers ; à des différences entre prise en compte des besoins individuels et collectifs (par exemple dans le domaine des transports en commun) ; à des question d'aménagement du territoire ; à des nuisances liées à diverses industries. Cela pose, entre autres, les questions du foncier ; du rôle des promoteurs immobiliers soucieux de rentabiliser le terrain et davantage préoccupés du quantitatif que du qualitatif ; de l'action de certains industriels dont l'activité entraîne pollution de l'air, de l'eau ou par le bruit.
Quelles sont les forces qui luttent, avec d'autres, contre de tels excès et se donnent les moyens de corriger les dérives à la base ? La question foncière est en partie réglée par la loi LDV et par la loi de 1989 sur les ZAD (zones d'aménagement différé) ; la question du logement social trouve une réponse dans la loi Besson ; la concentration est atténuée par la délocalisation ; les déséquilibres dans la région parisienne vont être corrigés par la révision du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (lancée par le premier ministre en juillet 1989) ; la politique de la ville (DSQ, contrats de ville, DSU, FSU) corrige certaines inégalités d'un urbanisme mal conçu. Au total, les écologistes (essentiellement les Verts) qui veulent se démarquer des partis traditionnels ne risquent-ils pas de se révéler des politiciens capables de jouer les partis charnières dans les conseils régionaux (et à l'Assemblée nationale, si la proportionnelle est adoptée) et de renforcer la désaffection à l'égard de la classe politique classique ? La démocratie aurait-elle grand-chose à gagner de partis qui se comporteraient davantage en groupes de pression (tels les chasseurs ou les pêcheurs) qu'en partis engagés dans une action avec un choix global de société ?

ANDRE SILLAM
Noisiel (77).

Vendredi

10, rue de Solferino 75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174 ; Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
TELEPHONE : *pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom*

DIRECTION
Directeur de la publication : Bernard Roman (78.48)
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)
Politique : Jean-Pierre Bedeï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secr. de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Photo : Pascal Lebrun, Josette Serreau (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56), Sabine Sebah (79.04)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 43.70.86.80

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
A. Le Bot / Gamma (couv.) ; Cham / Sipa-Press (pp. 3 et 5) ; Bellavia / Rea (pp. 3 et 11) ; V. Purdom (pp. 3 et 23) ; A. Nolen (p. 6) ; D. Prix / Rea (p. 13) ; D. Giry / Rea (p. 14) ; D. Despotovic / Sygma (p. 15) ; B. Kusel / Sipa-Press (p. 16) ; Dorigny / Rea (p. 17) ; Markel / Gamma (p. 19) ; R.M.N. (p. 20) ; D.R. (pp. 20, 21 et 24) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 215.500 ex.

CETTE SEMAINE

2 *Courrier*

POLITIQUE
4 • *Sanctionner la droite*
• *M. Rocard en campagne*
5 *Laurent Fabius*
6 • *Ile-de-France : spéculation et égoïsmes*
• *Oui, Le Pen est dangereux*
7 • *2.018 conseillers généraux à élire*
• *La droite et les régions*

ECONOMIQUE/SOCIAL
9 • *Travail à temps partiel*
• *Mieux loger le Français moyen*
10 *Lionel Jospin : dé-ter-mi-né*

11 à 13 DOSSIER
L'édition et la lecture
11 *Un grand palais pour le livre*
12 • *Les faiseurs d'histoires*
• *Les chercheurs d'or*
13 • *La caverne d'Ali Baba*
• *Les mange-papier*



▲ *Michel Rocard en campagne (p. 4).*



▲ *L'édition et la lecture (pp. 11 à 13).*



▲ *Myung-Whun Chung (p. 23).*

SOCIETE
14 *RMI : priorité à l'insertion*

INTERNATIONAL
15 • *L'IS et Pierre Mauroy*
• *Primaires américaines*
16 *Elections en Catalogne*
17 *Le drame du Karabakh*

VIE PRATIQUE
18 • *Garantie et garantie...*

CROQUIS
19 • *Lettre à...*
• *Virgil Tanase*

CULTURE
20 • *Le génie du Chat noir*
• *Un Minotaure à Grenoble*
• *Film : "Les Nerfs à vif"*
• *Télévision*
21 • *Jazz et chansons*
• *1% pour la culture*
• *Pochothèque*
22 • *Post-scriptum*
• *Agenda*

INVITE
23 *Myung-Whun Chung*

Claude Estier

13 mars

Le sondage Ipsos-"Le Point", le dernier de l'abondante série qui a fleuri à l'occasion des élections régionales donne le Parti socialiste à 19,5%, ce qui n'est pas un bon résultat, même s'il dément les prophètes de malheur qui nous voient derrière le Front national. On verra bien le 22 mars au soir ! Mais les sondages -maniés par la plupart des médias sans la moindre précaution- étant maintenant interdits, on va peut-être pouvoir, dans les derniers jours de la campagne, traiter de vrais problèmes de la gestion régionale dont on oublie un peu vite qu'ils incombent essentiellement à la droite, majoritaire depuis 1986 dans dix-neuf régions sur vingt-deux.
Je suis ce soir à Alençon où nos candidats rappellent avec raison que, dans ce département de l'Orne où les socialistes sont très minoritaires, dans cette région de Basse-Normandie gouvernée par l'opposition, celle-ci n'a rien fait pour mettre en œuvre un projet moderne et ambitieux. On comprend que les dirigeants du RPR et de l'UDF préfèrent appeler les électeurs à sanctionner le gouvernement socialiste mais c'est surtout une façon de dissimuler qu'ils ont laissé plusieurs régions en panne.

14 mars

Ce matin, près du marché de la rue du Poteau, un mini-meeting se forme autour de moi. Un habitant de ce quartier populaire de Paris, dans le 18e arrondissement, m'interpelle à propos de la loi Méhaignerie qu'il reproche aux socialistes de n'avoir pas complètement abrogée comme la droite, en 1986, l'avait fait de la loi Quillot. Ma réponse ne le convainc pas.
• Vous m'avez trompé, dit-il. Je ne voterai plus pour vous !
Une dame, qui me dit pourtant avoir des ennuis avec son propriétaire, tempère ce jugement péremptoire :
• Oui, c'est dommage, mais je ne veux pas voir revenir les autres. Alors...
Un troisième passant réplique au premier :
• Vous ne voyez que ce qui va mal, mais moi, si j'ai pu prendre ma retraite à 60 ans, c'est grâce aux socialistes et je ne l'oublie pas !
C'est, au fond, l'éternelle histoire de la bouteille à moitié vide et de la bouteille à moitié pleine. En l'occurence, il me semble pourtant que la seconde pèse plus lourd que la première. Reste à savoir comment en jugeront les électeurs.

15 mars

Sans minimiser l'importance de nos élections régionales et cantonales, il serait bon de ne pas perdre de vue les consultations -nationales celles-là- qui se préparent dans des pays qui nous sont proches. Sans même parler des élections présidentielles américaines où rien n'est encore joué -les derniers sondages donnent George Bush et le démocrate Bill Clinton à égalité-, les Italiens et les Britanniques vont élire dans les premiers jours d'avril leur nouveau Parlement. A Rome, on s'attend à peu de changements, mais il en va tout autrement à Londres. Un ami anglais, dont je connais la perspicacité en matière électorale, me dit sa certitude de voir les travaillistes devancer les conservateurs. Même s'ils n'avaient pas la majorité absolue, ce qui les obligerait à une alliance avec le petit groupe des démocrates libéraux, tout serait changé pour l'Europe puisqu'ils sont décidés à franchir le pas auquel John Major s'est refusé à Maastricht.

16 mars

Dans "Libération", Serge July a repris la plume pour développer une série de paradoxes dont le moindre n'est pas que le "désastre socialiste" -il emploie trois fois cette expression en quelques lignes- serait la meilleure arme du président de la République en lui rendant "une marge de manœuvre" pour la suite. "Le cocktail désastre-des-uns et bonheur-des-autres arrange les affaires de François Mitterrand", écrit-il. En matière de politique "politicienne", que July dénonçait naguère, on ne saurait faire mieux !

ELECTIONS REGIONALES

sanctionner les bilans de la droite

Pour la droite, les élections régionales et cantonales ne devraient pas se solder par une victoire. En recul, les socialistes pourraient néanmoins tirer leur épingle du jeu. Mais les scrutins des 22 et 29 mars entraîneront une importante redistribution des cartes politiques.

Dix ans de décentralisation ! Coïncidant avec le scrutin des régionales et cantonales, cet anniversaire aurait pu alimenter fort opportunément les débats de la campagne électorale. Hélas, il n'en fut rien. Une fois de plus, les questions de fond auront été esquivées. C'est d'autant plus dommage que la décentralisation a accru les pouvoirs et les compétences des régions et des départements. Les premières gèrent le développement économique, l'aménagement du territoire, la formation continue et l'apprentissage. Les seconds s'occupent de la solidarité, de l'action sanitaire et sociale, de la prévention et de l'aménagement du territoire. Les budgets régionaux ont véritablement explosé puisqu'ils sont passés, au total, de 11 milliards de F en 1983 à 54 milliards en 1991.

Les électeurs, notamment les abstentionnistes, qui ont tendance à reprocher aux hommes politiques de ne pas apporter de réponses à leurs dificultés concrètes, seraient en contradiction avec eux-mêmes s'ils persistaient à bouder les urnes. Les scrutins des 22 et 29 mars seront lourds d'enjeux pour leur vie quotidienne. C'est la raison pour laquelle les socialistes ont insisté sur la dimension locale de ces élections. Soucieuse d'occulter ses bilans régionaux et départementaux, ainsi que ses alliances dans certaines collectivités territoriales avec le Front national, la droite a préféré faire dévier les débats sur la politique nationale, appelant les électeurs à un "vote sanction" à l'encontre des socialistes.

A en croire les sondages, cette tactique ne devrait guère être payante. L'opposition ne tire pas profit du recul prévisible de la gauche et ne sera certainement pas en mesure de crier victoire au soir du 22 mars. Elle enregistrera un tassement prouvant bien que les Français ne voient pas en elle une solution de rechange. Bref, les législatives ne se présentent pas pour elle sous les meilleurs auspices... D'autant que la préparation des élections régionales a confirmé que le duo Chirac-Giscard ne fonctionnait vraiment pas sur le même mode. Alors que le maire de Paris optait pour une campagne nationale, l'ancien président de la République préférait se replier sur l'Auvergne. Mais l'avenir de la droite sera aussi conditionné par son aptitude à respecter l'engagement qu'elle a pris de ne plus contracter d'alliance avec le Front national. Affaire à suivre...

L'extrême droite et les écologistes devraient être les grands bénéficiaires des scrutins des 22 et 29 mars qui seront marqués par une abstention massive. En étendant leur influence à l'échelon local, ils vont bouleverser les règles du jeu d'une vie politique qui risque de passer de la bipolarisation à l'émiettement. Talonnés par Génération Ecologie, qui les dépasse même dans certaines régions, les Verts auront du mal à maîtriser leur crise de croissance. Leur fragile unité risque de se fracasser sur la question des alliances.

UN TOURNANT

A gauche, le PC pourrait enrayer sa chute. Une simple stabilisation de ses positions serait considérée comme un succès. Elle conforterait relativement la direction face aux refondateurs de Charles Fiterman.

Le PS s'attend à un net recul en termes de suffrages. Mais il ne semble pas promis à l'échec qui lui est prédit depuis plusieurs semaines. Non seulement il devrait garder les deux régions qu'il détient, mais il pourrait en conquérir d'autres (Haute-Normandie, voire Midi-Pyrénées), le 27 mars, à l'occasion de l'élection de l'exécutif régional. Le bilan serait alors beaucoup plus mitigé que catastrophique pour les socialistes et le pouvoir. Rien n'obligerait François Mitterrand à changer de gouvernement. De toute manière, les résultats des élections n'entraîneront aucune mise en question des orientations gouvernementales. "On ne changera pas de politique", a souligné Edith Cresson, qui entend bien poursuivre son œuvre au-delà du 29 mars.

En revanche, le dossier sur la réforme de scrutin pour les législatives a de fortes chances de revenir au centre des débats. Dans quel sens sera-t-il tranché ? Si la logique proportionnaliste l'emporte sur la logique majoritaire afin de s'adapter à la nouvelle donne politique, la Ve République abandonnera la bipolarisation, qui a caractérisé son fonctionnement jusqu'à présent, pour s'engager dans la voie plus fluctuante du jeu des alliances. Un tournant qui ne sera pas facile à prendre.

Jean-Pierre Bedeï



Michel Rocard, coureur de fond en campagne

Michel Rocard ne se présente pas aux élections régionales et cantonales. Mais il sillonne tout le pays pour participer à la campagne électorale. En réserve de la République, le candidat "virtuel" du PS pour la présidentielle dédramatise la sinistrose.

"C'est la deuxième fois que je lui serre la main. La première, c'était lors d'une manifestation, il y a longtemps." Postée fièrement à l'entrée de l'imprimerie que visitait Michel Rocard à Ruffec, en Charente, le 12 mars, la petite dame aux cheveux blancs ne risquait pas de manquer de saluer l'ancien pre-



▲ *Michel Rocard : "La droite évite d'évoquer ses bilans locaux, qui sont creux."*

mier ministre. C'est un des atouts de Michel Rocard : son long passé de militant à la SFIO, au PSU, puis au PS, l'amène toujours à retrouver, lors de ses tournées en province, des vieilles connaissances ou des anonymes côtoyés à l'occasion des petits ou grands événements qui ont jalonné l'histoire de la gauche depuis une quarantaine d'années. C'est pourquoi il ne dédaigne pas sillonner la France à la rencontre de la base et des élus locaux.

Depuis plus d'un mois, il se prête d'autant plus à cette figure imposée des campagnes électorales que le "candidat virtuel" du PS à la présidentielle tient à se rappeler au bon souvenir des militants et sympathisants socialistes. Mais venir porter la bonne parole en Charente, actuellement, constitue une opération délicate. Deux listes socialistes sont en concurrence pour les régionales et, surtout, "l'affaire Boucheron" est encore présente dans les esprits. Il en faut davantage pour entamer le volontarisme de Michel Rocard : "Le socialisme charentais est en reconstruction. Il est en train de gommer son passé. Il faut repartir à la bataille. Très généralement, les dirigeants et les militants socialistes sont intègres."

Mais la Charente, c'est aussi un département rural. Et, devant une cinquantaine de Ruffecois, en plein après-midi, l'ancien ministre de l'Agriculture n'a aucune peine à évoquer les questions agricoles en s'attardant sur les taux d'intérêt, la coopération intercommunale et la dimension locale de la lutte contre le chômage. A Brie et à La Couronne, le discours se fait plus politique et plus incisif : "Il faut rappeler aux Français que les élections qui nous occupent actuellement sont départementales et régionales et qu'il ne s'agit pas d'autre chose. Après des siècles de centralisme, nous en étions arrivés à un point tel que rien ne se passait sans l'initiative de l'Etat et la permission du préfet. C'est pourquoi, avec d'autres, j'ai prêché pour la décentralisation et notamment la régionalisation. Cette réforme a enfin abouti grâce à mon ami Gaston Defferre. Depuis les quatre grandes lois de décentralisation de 1982, l'essentiel des décisions qui façonnent notre vie quotidienne proviennent des collectivités territoriales. Les élections des 22 et 29 mars sont donc importantes. Elles donnent aussi l'occasion de faire le bilan de la droite au pouvoir dans les régions. Or, toute la campagne porte sur les problèmes nationaux. La coalition conservatrice française qui gère la grande majorité des départements et des régions à tout intérêt à faire dériver ainsi le débat car cela lui évite d'évoquer ses bilans locaux, qui sont creux."

LES CLIVAGES AVEC LA DROITE

Reste que Michel Rocard considère comme injuste le rejet dont sont victimes les socialistes et voit dans la sinistrose une crise de "déprime freudienne nationale". Se référant aux difficultés actuelles de George Bush aux Etats-Unis et de Brian Mulroney au Canada avec leurs opinions publiques respectives, il souligne que le mal n'est "pas exclusivement français" et touche la "totalité des pays développés". Selon lui, "la France ne va pas si mal", comme l'atteste le bilan de la gauche au pouvoir que "les Français ont trop tendance à oublier". Et il cite l'économiste britannique John Keynes qui avait prédit, en 1930, "la dépression nerveuse collective des sociétés où ne règnera plus le combat pour se nourrir et où règnera une certaine aisance." Il ne souhaite guère s'appesantir sur le Front national : "C'est contre-productif." Il préfère constater que de réels clivages persistent avec la droite : l'Europe, l'immigration et le rôle de l'Etat. Il n'hésite pas à rappeler l'œuvre que son gouvernement a accomplie en matière d'écologie et donne un coup de chapeau à Brice Lalonde : "Brice est un bon ministre." Pour le reste, c'est-à-dire son destin personnel, il se garde bien de toute déclaration. Coureur de fond de la politique, il préfère, dans un premier temps, contribuer à la mobilisation du PS.

Michel Rocard sait bien que tout candidat socialiste à l'élection présidentielle devra s'appuyer sur un parti fort...

J.-P.B.

Atmosphère

Que restera-t-il de cette campagne ?

Des chiffres : nous serons fixés dimanche.

Des majorités politiques : l'échéance pour le choix décisif interviendra le vendredi suivant pour les élections régionales et le dimanche pour le second tour des cantonales.

Une ligne d'action pour la suite : oui, dès le résultat acquis, et nous le fixerons nettement.

Une atmosphère : dépassé, heureusement dépassé, le congrès de Rennes. La campagne n'a pas été facile, mais elle a été, en de multiples lieux, le rendez-vous de la fraternité.

A court terme, j'ignore chacun de nos résultats. Mais, sur le moyen terme, on peut être optimiste. Pourquoi ? D'abord, parce que, partout, on a repris le goût de militer.

Laurent Fabius



▲ *Michel Sapin en campagne. Comment faire passer un message dans cette agglomération de 11 millions d'habitants ?*

Ile-de-France : un projet à l'opposé de la spéculation et des égoïsmes

Les socialistes d'Ile-de-France se sont choisi un homme d'avenir comme candidat à la présidence de la région. Ce n'est pas le cas de la droite, où régnent zizanie et bataille des chefs. Tournée électorale avec Michel Sapin à Vanves et Nanterre.

Faire campagne en Ile-de-France n'est pas chose aisée. Pas seulement, comme aurait pu le dire Alphonse Allais, parce qu'on ne trouve pas partout de brin d'herbe. Il y a même des endroits où la droite a sérieusement bétonné. C'est le cas à Vanves où, ce samedi matin, Michel Sapin, accompagné de quelques militants socialistes dont le candidat dans le canton, Guy Janvier, faisait sa tournée auprès de la population locale.

Comment, dans cette agglomération de 11 millions d'habitants, où tant de gens passent sans se voir, faire passer un message personnel un peu sensible sur ce qu'on est et ce qu'on veut ? "Malgré une campagne intensive, je n'aurai rencontré physiquement qu'à peu près 20.000 des 1,3 million d'habitants des Hauts-de-Seine", département où il conduit la liste socialiste, avoue le candidat-ministre.

A pied, en bus et en péniche, il n'aura pas ménagé sa peine pour sillonner la région-capitale. A Vanves, délaissant le bus de campagne, point mobile et visible d'où sortent militants, tracts, affiches et argumentaires, le candidat préfère la marche à pied. Dans le marché couvert, Michel Sapin s'est vu offrir une rose par une fleuriste. Cette vieille habitante de Vanves, immigrée d'origine, ne nous aura apporté, n'en déplaise à M. Le Pen, que de la beauté, du parfum et du bonheur. Le marché déborde sur la rue avec les brassées odorifantes des marchands de quatre saisons. Michel Sapin passe au milieu d'adversaires et de concurrents qui vantent les mérites de la liste RPR-UDF ou communiste avec force tracts.

Tout se passe le plus courtoisement du monde. Et ce n'est pas le candidat socialiste, mais le ministre délégué à la Justice qui est interpellé par un militant de droite qui a des difficultés avec des chèques sans provision à récupérer et veut s'informer sur les nouvelles mesures.

MICHEL SAPIN FORCE LA SYMPATHIE

Nouveau quartier de Vanves très différent du premier. Une illustration presque parfaite de l'urbanisation incontrôlée que dénoncent les socialistes dans la gestion de la droite : de grands immeubles qui se chevaucheraient presque et dont pas un n'a le même style. "Le maire de droite a laissé les promoteurs faire ce qu'ils voulaient. Les loyers sont absolument prohibitifs", explique un conseiller municipal socialiste. Michel Sapin fait la tournée des commerçants. Partout, il est bien accueilli, même chez le coiffeur où il fait remarquer avec humour, vu sa calvitie, qu'il n'est en général pas très populaire dans la corporation.

"Nous n'avons eu aucune réaction hostile dans la campagne", fait remarquer le ministre-candidat. Le climat des sondages et des médias ne se traduit pas sur le terrain. Il est vrai que Michel Sapin force la sympathie. Il a l'image d'un homme sérieux, compétent, mais qui ne se prend pas trop au sérieux. Aujourd'hui, il est auréolé du dernier dossier qu'il a défendu, sur la bioéthique, que la presse du jour et de la veille a largement salué. Plantu, dans son dessin du jour, croque un Mitterrand tout étonné des félicitations unanimes sur le projet. Chez un marchand de journaux, le ministre délégué fait de la pub pour "Le Parisien", dont une journaliste suit le cortège, et qui consacre un article aux "étoiles de Sapin". Ces étoiles sont les femmes de sa liste, 41% sur sa liste, 40% pour les éligibles, alors que, sur la liste RPR-UDF des Hauts-de-Seine, la première femme est à la 17e place !

Après Vanves, direction Nanterre. Distribution de tracts devant la gare avec le candidat du canton, Laurent Elgozy. Bien que la foule ne soit pas massive, vacances scolaires et match du Tournoi des cinq nations n'aidant pas, le ministre est attentif à toutes les interrogations.

Les socialistes sont d'autant plus persuadés qu'il faut faire comprendre aux habitants que c'est la majorité régionale qu'il faut sanctionner, que c'est l'Etat qui a ouvert le grand chantier de l'Ile-de-France sous le gouvernement de Michel Rocard, avec la révision du schéma directeur, politique poursuivie aujourd'hui par Edith Cresson. Le projet politique des socialistes pour la région a le mérite d'être cohérent avec cette action.

A l'opposé du développement de la spéculation et des égoïsmes locaux de la droite, dont l'unique souci semble être aujourd'hui de savoir qui, de Juppé, Fourcade, Giraud ou Péricard, succédera à Krieg à la présidence de la région.

Bernard Chaouat

CONFERENCE-DEBAT

Organisée par l'Office universitaire de recherche sociale avec Alain Bergougnioux et Gérard Grunberg, auteurs du ***"Long Remords du pouvoir. Le Parti socialiste français, 1905-1992".***
Samedi 4 avril, de 15 h à 17 h, Musée social, 5 rue Las Cases. ☎ 45.55.08.60

DEBUSQUER LA DROITE ET LA DEMASQUER

oui, Le Pen est dangereux

Depuis bien longtemps, nous disons qu'il faut prendre garde à ne pas se laisser embourber dans les terrains choisis par le FN et porter l'offensive sur le terrain économique et social.

Tel était le sens des trois brochures publiées par le secrétariat national Formation du Parti socialiste (•) au cours de l'année 1991.

Tout démontre que ses arguments ont touché juste puisque, se sentant démasqué, le FN a dû changer son fusil d'épaule et improviser à la hâte cin-

quante et une propositions sociales (sic) pour tenter d'effacer les effets désastreux de son programme sur l'électorat populaire. Car le FN a bel et bien un programme, celui qu'il détaille dans deux ouvrages préfacés par Jean-Marie Le Pen : "Droite et démocratie économique" (DDE) et "Pour la France" (PLF). Le Pen promet un kilo de cerises à qui trouvera trace dans ses discours des propositions dénoncées par les socialistes (ce qui ne ruinera pas ce multimilliardaire capable de perdre en un seul jour 5 millions de F en spéculations sur le sucre !). Mais Le Pen a raison d'être prudent, car la démonstration est facile.

1 Le chef d'entreprise doit avoir "la liberté de l'embauche et du licencie-
◆ ment qui passe par l'abrogation de l'ordonnance de 1945..." (PLF p. 63).

2 "Le FN propose (...) d'accepter la fixation libre du salaire entre
◆ l'employeur et l'employé. Bien des jeunes Français préféreraient être payés pour un vrai travail, même moins que le SMIC, plutôt que de rester au chômage..." (PLF p. 155).

3 "Suppression des 39 heures payées 40. Il y aura nécessairement une
◆ période pendant laquelle, quand les commandes le permettront, on tournera autour de 45 heures payées 40" (CDE p. 118).

4 La cinquième semaine de congés restera en vigueur,
◆ mais on en "compensera le coût en répartissant les heures qu'elle représente au cours de l'année" (DDE p. 119).



5 Application du "salaire intégral" (DDE p. 43), c'est-à-dire
◆ sans les retenues vieillesse et Sécurité sociale... Donc, en bonne logique, sans les garanties afférentes !
L'étape intermédiaire consistera en "une mise en concurrence progressive des caisses entre elles et avec des assurances privées "afin de chacun puisse librement définir le degré de protection partiel ou complet qu'il désire pour lui-même et sa famille" (PLF pp. 90-91).
Au nom de la liberté, on nous propose, en matière de protection sociale, la loi de la jungle qui sévit aujourd'hui aux USA !

6 "Diminution du nombre des fonc-
tionnaires", en particulier dans
◆ "l'Education nationale, les services sociaux, le ministère des Finances et les Postes" (PLF p. 84).

Ainsi, il est aisé de démontrer que les improvisations de dernière minute de Bruno Mégret sont parfaitement démagogiques. Ne cessons pas d'alerter nos concitoyens sur les graves dangers que le FN fait peser sur la démocratie et nos libertés.
Mais n'oublions pas qu'il menace également notre pays d'un véritable séisme économique et d'une régression sociale sans précédent.

Gérard Lindeperg,
secrétaire national

(•) Brochure du secrétariat national Formation du PS :
1- "Lutter contre l'extrême droite",
2- "Connaître l'extrême droite",
3- "Agir contre l'extrême droite".

ELECTIONS CANTONALES LES 22 ET 29 MARS

2.018 conseillers généraux à élire

En 1982, Gaston Defferre libérait les départements... Mais ils continuent à surreprésenter la France rurale aux dépens des centres urbains.

Voilà un peu plus de deux cents ans que l'Assemblée constituante abolissait le pouvoir royal et celui des fermiers généraux, en créant quatre-vingt-trois départements. Passent le Directoire, le Consulat, l'Empire et la Restauration et, sous la IIIe République, c'était la loi du 10 août 1871 qui régissait cette structure.
Mais cette assemblée départementale, composée majoritairement de notables, ne se réunissait que deux fois par an. C'est le préfet qui établissait le budget et l'exécutait, le conseil n'intervenant que pour le voter, c'est-à-dire lever les impôts.
Arrivent les lois de 1982, le président du conseil général devient le chef de l'exécutif et, pour ainsi dire, le patron du département. Le préfet restant le représentant du gouvernement ainsi que le responsable des services extérieurs de l'Etat.
Les lois de 1982 confèrent de nombreuses responsabilités à l'assemblée départementale, comme l'aide à l'équipement rural, la construction des collèges, l'organisation des transports non urbains et scolaires. De même, le conseil général a pleine responsabilité pour les ports maritimes civils mais, surtout, il a compétence en matière sociale, chapitre qui constitue une partie importante de son budget. C'est encore par lui que transite le RMI. Et la gestion de ce poste n'est pas sans rapport avec l'étiquette politique de l'exécutif. Ainsi, Kofi Yamgnane pouvait constater que, dans le département de l'Eure, présidé par un UDF, 12 millions de crédits n'avaient pas été employés au titre de la réinsertion, faute de projets sérieux, paraît-il !
Pour l'année 1991, l'ensemble des budgets départementaux représentait 191 milliards, ce qui correspondait à 13,5% du budget de l'Etat et à 2,6% du PIB.



Suite page 8...

■ QUAND LA DROITE ■ ETAIT HOSTILE AUX REGIONS

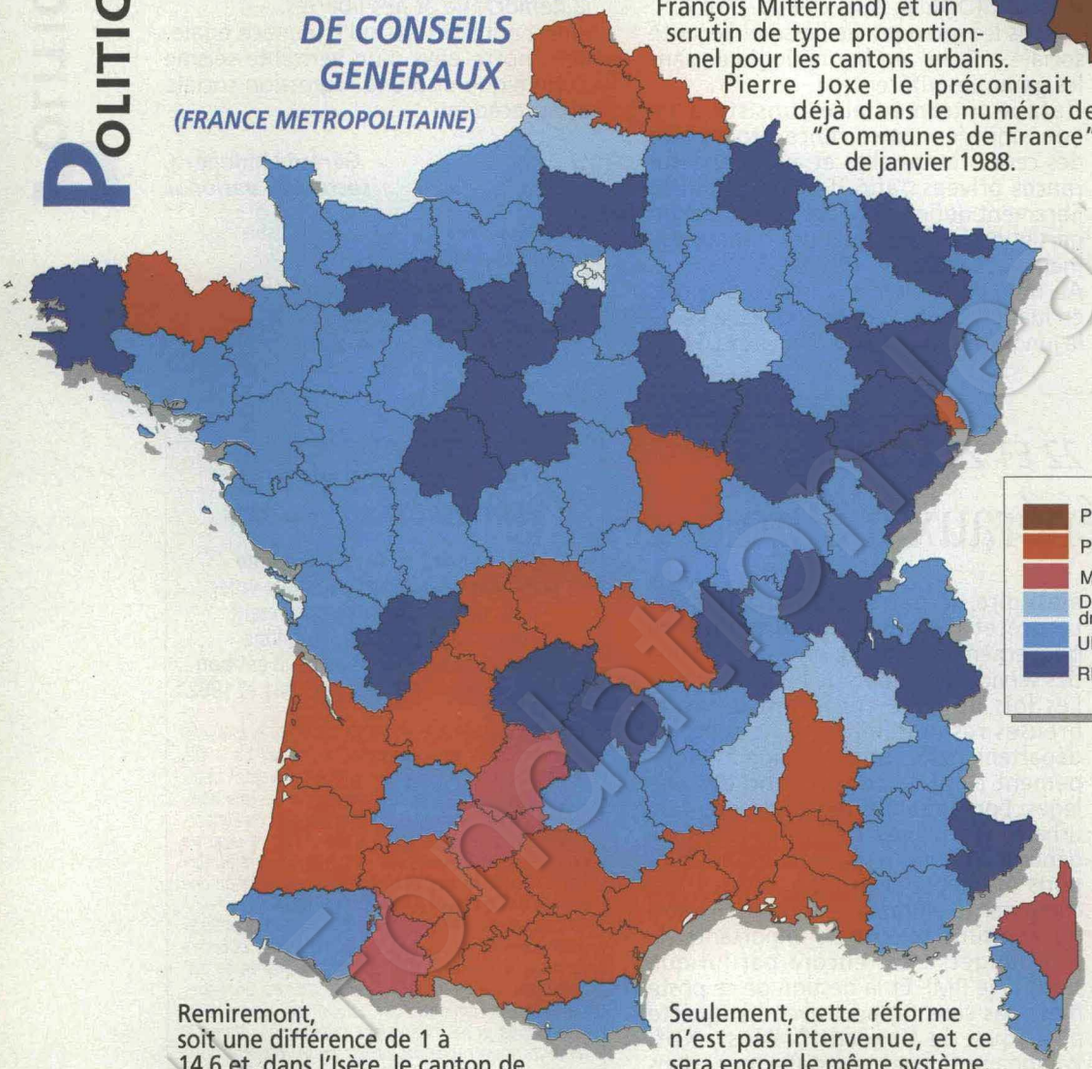
Au moment où la droite chante la décentralisation et appelle à voter pour que ses hommes prennent davantage de responsabilités dans les assemblées locales, il est bon de rappeler ses attaques, en 1981 et 1982.

Honneur au président du RPR, maire de la capitale, apparent défenseur des pouvoirs locaux en 1992. "L'élection d'assemblées au suffrage universel, désignant leur exécutif régional, contient un germe délétère de l'unité nationale. (...) Compte tenu de l'importance de l'enjeu, (...) nous n'avons pas le droit de prendre un tel risque pour le pays", déclarait pourtant J. Chirac devant le congrès de l'Association des maires de France, le 3 novembre 1981.
Quelques mois plus tard, il allait plus loin, envisageant de changer la loi : "Le transfert des pouvoirs du préfet au président du conseil général va se traduire par une coupure en deux, d'ordre politique, de nos départements, qui connaîtront dorénavant les bonnes et les mauvaises communes. Naturellement, nous reviendrons sur cette réforme pour restaurer davantage d'unité nationale et de justice." Est-il besoin de dire qu'il ne le fit point en 1986 ?
P. Séguin en rajoutait : "Nous ne voulons pas être associés à une aventure qui risque d'être désastreuse et coûteuse" (27 juillet 1981). Tandis que F. d'Aubert prédisait les pires catastrophes politiques : "Ce projet vise tout simplement à accélérer la mainmise du Parti socialiste sur les rouages locaux, les conseils municipaux et les conseils généraux" (27 juillet 1981). Dans le même débat parlementaire, C. Millon qualifiait la loi Defferre de "projet de pure opportunité politique. (...) Il ne supprime pas la tutelle, il la renforce ; il n'allège pas les contrôles, il les déplace. Projet dangereux, il participe à l'édification de féodalités politiques, il introduit des risques d'atteinte aux libertés publiques."
Tous ces hommes de droite ne votèrent naturellement pas les propositions du gouvernement socialiste mais, aujourd'hui, ils se les approprient et demandent qu'on leur fasse confiance pour aller encore plus loin...

Ces départements sont divisés en arrondissements, puis en cantons (3.818 en 1991) en fonction de la population. Mais des écarts subsistent d'un canton à l'autre. Ainsi, le canton de Cassel (Nord), compte 8.759 habitants et celui de Lille ouest 62.360, soit un rapport de 1 à 7,1. Dans les Vosges, on dénombre 2.784 habitants à Provenchères contre 33.308 à Remiremont, soit une différence de 1 à 14,6 et, dans l'Isère, le canton de Clelles compte 1.312 âmes et celui de Roussillon, 38.736, soit 1 à 29,5. Chaque canton élisant un conseiller, on voit que les différences de représentativité sont grandes, comme dans les Alpes-Maritimes où il y a 1.136 habitants à Saint-Martin-Vésubie et 44.029 à Menton, soit 1 à 38,8. Mais la palme revient sans doute au département de l'Hérault, où le canton du Caylar ne représente que 842 habitants et celui de Montpellier X 33.957, soit une différence de 1 à 40,3 (JO du 22 avril 1991). Et on s'étonne, après cela, que Georges Frêche parte en guerre contre cette "surreprésentation" du monde rural. Et, pour couronner le tout, on renouvelait ce conseil par moitié tous les trois ans !

APPARTENANCE POLITIQUE DES PRESIDENTS DE CONSEILS GENERAUX

(FRANCE METROPOLITAINE)

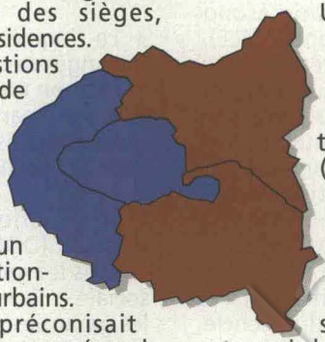


UNE IMAGE RENVERSEE

Après les cantonales de septembre 1988, Pierre Mauroy constatait qu'avec 52% des suffrages exprimés, suivant ce scrutin majoritaire à deux tours, la gauche n'obtenait que 43% des sièges, et moins du tiers des présidences. D'où les diverses suggestions pour un aménagement de ce scrutin. Avec le maintien du modèle existant pour les cantons ruraux ("Je ne me vois pas être l'élu de nulle part", disait François Mitterrand) et un scrutin de type proportionnel pour les cantons urbains. Pierre Joxe le préconisait déjà dans le numéro de "Communes de France" de janvier 1988.

Seulement, cette réforme n'est pas intervenue, et ce sera encore le même système. Donc, nous voterons le 22 mars et le dimanche suivant pour les sièges en ballottage, c'est-à-dire le ou les candidats venant en tête n'ayant pas obtenu 50% des suffrages exprimés et le quart des électeurs inscrits.

ET LE 29 MARS AU SOIR ?



Une avalanche de sondages (ouf, il n'y en aura plus cette semaine), plus alarmistes les uns que les autres, donnaient la gauche en mauvaise posture. Par exemple, en Gironde (perdue en 1985, puis reconquise en 1988) ; en Dordogne, où la différence entre majorité et opposition ne tient qu'à un siège. On parlait également de la Nièvre (trois sièges entre droite et gauche), et aussi de la Drôme où un seul siège pourrait entraîner un changement de majorité. Mais les socialistes de ce département n'ont pas la même opinion que les rédactions parisiennes. Lesquelles se gardaient bien d'indiquer que les socialistes pourraient friser la majorité absolue dans le Pas-de-Calais.

Et puis, l'opposition pourrait aussi y laisser quelques plumes, comme dans l'Indre, la Haute-Saône, ou les Alpes-de-Haute-Provence. Ce ne serait pas la première fois que ces départements basculeraient.

PAS D'ABSTENTION

Un résultat électoral ne s'obtient pas seulement avec des discours, des articles. Il est aussi fonction de l'expression des électeurs. Il est vrai que la participation pour ce type de scrutin n'est pas très élevée (on avait enregistré 43,3% d'abstentions au premier tour des cantonales de 1964), surtout en milieu urbain.

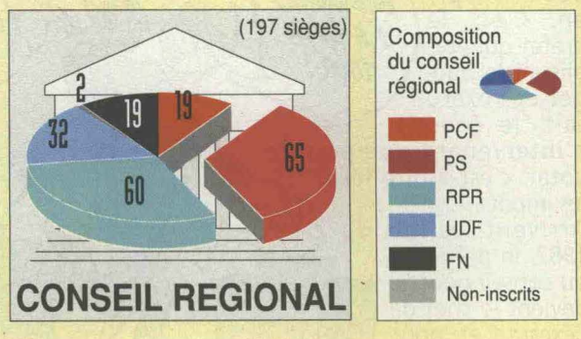
Toutefois, il ne s'agit pas que de la désignation de x conseillers généraux, mais de contribuer à définir la politique qui sera menée par le département, une orientation qui sera fonction de la majorité ayant en charge l'exécutif.

Alors, si vous ne voulez pas voir à la tête de vos départements des élus comme Philippe de Villiers, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Hubert d'Andigné, ou Anne d'Ornano, soyez fidèles à 1791, sortez de chez vous, allez au bureau de vote et déposez le bon bulletin dans l'urne.

Claude-Emile Guérin

ERRATUM

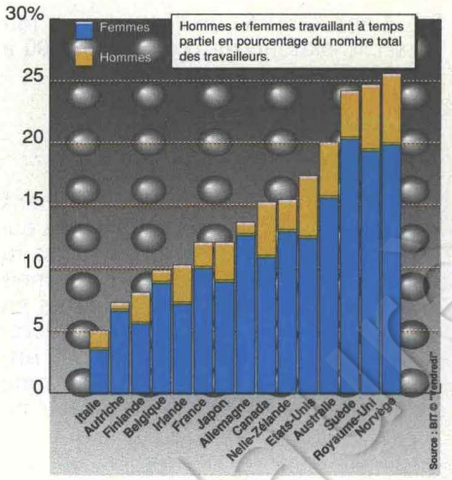
Du fait d'une erreur de montage, la composition du conseil régional d'Ile-de-France donnée dans "Vendredi" n°136 était erronée. Nos lecteurs voudront bien nous excuser et trouver ici la rectification nécessaire. Rappelons qu'il s'agit de la composition du conseil régional sortant. Pour le scrutin du 22 mars, 12 nouveaux sièges ont été créés et porteront l'effectif du conseil régional à 209 sièges.



TRAVAIL A TEMPS PARTIEL

une définition encore trop floue

Décidément, le travail à temps partiel a bien mauvaise réputation. Pourtant, il est passé, en treize ans, de 6,5 à 11,9% de la population active.



"Un parfum de soufre" : l'image du travail à temps partiel (le TTP) n'est pas bonne, reconnaît Jean Marimbert dans le rapport qu'il vient de remettre à Martine Aubry. Mais il touche 2,5 millions de personnes, essentiellement dans les services (commerces, hôtels-cafés-restaurants, administrations), sur des emplois peu qualifiés.

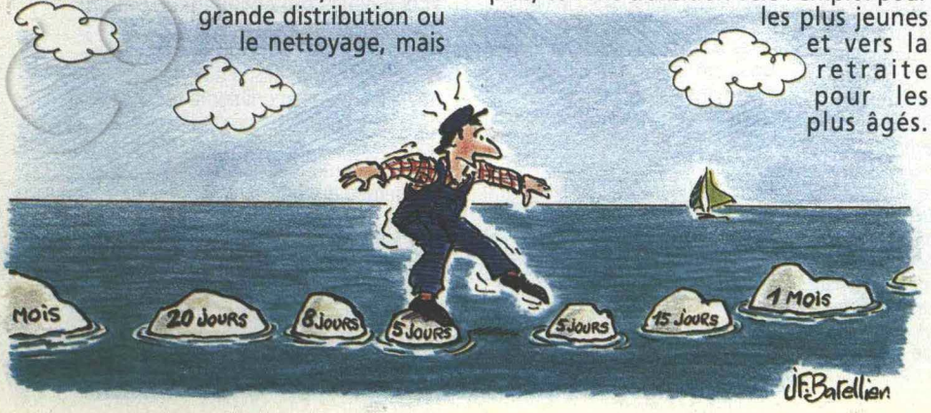
Un parfum de soufre, mais une définition qui combine à la fois un côté rigoriste et flou bien français : est partiel un travail qui se situe en-dessous d'un plafond horaire de 32 heures par semaine, 136 par mois. Bref, une chatte n'y retrouverait pas ses petits. Autant se faire à cette idée, il n'existe aucune norme de référence. Pas étonnant, dans ces conditions, que la plus grande confusion règne dans les esprits et qu'on puisse, peut-être, mieux définir le TTP par ce qu'il n'est pas que par ce qu'il est !

CE QU'IL N'EST PAS

Il n'est pas le fameux "temps choisi" dont le club Echanges et Projets avait fait son cheval de bataille au début des années 80. En effet, il n'est choisi explicitement par le salarié que dans un tiers des cas. Il a donc été introduit majoritairement par la volonté des employeurs. "La réalité, affirme Jean Marimbert, est souvent faite de nécessité, et elle est vécue comme telle par les intéressés." Cette nécessité ne s'impose pas seulement dans certains secteurs, comme la grande distribution ou le nettoyage, mais aussi dans le cadre de certains dispositifs d'insertion comme pour les contrats emploi-solidarité ou les formations en alternance.

Il n'est pas non plus le mi-temps, qui en est simplement une des modalités. Bien d'autres sont possibles, et l'imagination peut s'en donner à cœur joie, du travail en équipe (2 x 6 h, 2 x 12 h, 3 x 8 h) au partage d'un emploi entre deux personnes, en passant par le mercredi libre -affectionné par les salariées de l'administration mères d'enfants d'âge scolaire- ou par des horaires plus limités, mais fixés, dans la journée.

Cet étonnant cocktail de manque de norme et de confusion dans les esprits n'a pas empêché le TTP de se renforcer dans tous les pays développés. Mais il explique, peut-être, qu'il continue à stagner aux alentours de 12% de la population active depuis 1988 en France, alors qu'il a toujours été très répandu dans les pays scandinaves, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, où il concerne le quart des actifs. Dans ces pays, il semble qu'il ait contribué à absorber le choc de l'augmentation des taux d'activité féminine : 60% des femmes travaillent à temps partiel aux Pays-Bas, plus de 40% au Royaume-Uni et au Danemark. Contre 23% en France, où sa féminisation se renforce (plus de huit travailleurs à temps partiel sur dix sont des femmes). Mais ce n'est pas pour concilier plus facilement vie professionnelle et vie familiale : de 1983 à 1988, la croissance du TTP a été la plus forte chez les 15-24 ans. Les hommes y recourent aussi de plus en plus, comme transition vers l'emploi pour les plus jeunes et vers la retraite pour les plus âgés.



Pourquoi, demande Jean Marimbert, ne pas améliorer et promouvoir ces formules de cessation progressive d'activité intégrant le TTP pour qu'elles soient suffisamment connues et attractives pour les salariés ?

Il faudrait, en effet, selon le rapport, donner une meilleure image au TTP. Mais sans se tromper de cible ni lui faire jouer un rôle qui n'est pas le sien. L'avertissement est très net : "Le TTP n'est pas un ersatz de la réduction du temps de travail. Ce serait rendre un bien mauvais service à la cause du TTP que de vouloir fonder une nouvelle étape de son essor sur le renoncement à l'idée de la baisse de la durée collective du travail." Ce n'est certainement pas dans les intentions du ministre du Travail.

Monique Grima

---

mieux loger le Français moyen

Edith Cresson et Paul Quilès ont présenté, le 12 mars, une série de mesures en faveur du logement, des routes et des transports collectifs. Le signe d'une relance sélective du secteur du BTP, encore timide.

Avec ce nouveau plan de soutien, les ménages à revenu moyen auront accès à un logement de qualité en locatif comme en accession à la propriété et pourront entreprendre des travaux d'entretien et d'amélioration. Une orientation qui tient très à cœur à Marcel Debarge. Pour relancer l'épargne logement à laquelle les Français sont très attachés (le total des dépôts représente 600 milliards de F), le gouvernement réduit de

5 à 4 ans la durée de l'épargne et fait passer le plafond de prêt de 400.000 à 600.000 F.

AIDER LES MENAGES A REVENU MOYEN

Afin d'aider les ménages qui gagnent trop pour avoir un logement HLM et qui ne gagnent pas assez pour avoir accès au secteur libre (environ 25.600 F par mois pour un couple avec deux enfants en région parisienne), le nouveau prêt locatif social (PLS), alimenté grâce aux ressources collectées sur le livret d'épargne populaire, permettra, en 1992, de financer 15.000 logements sociaux.



Les particuliers qui achètent un logement et qui s'engagent à le louer à un prix modéré pourront bénéficier d'une réduction d'impôt égale à 20% du prix du logement. Les ménages dont les ressources sont inférieures à un certain plafond (par exemple 17.000 F par mois pour un couple avec deux enfants en province) pourront obtenir plus facilement un prêt conventionné (pour le neuf et pour l'ancien) grâce à la mise en place d'un "fonds de garantie pour l'accession sociale à la propriété", cofinancé par les banques et l'Etat. Ce fonds devrait inciter les banques à prêter plus facilement aux personnes à revenu moyen et à un moindre coût.

STIMULER LA REHABILITATION

L'habitat ancien, souvent en centre ville, constitue un gisement de logements important. Sa réhabilitation est encouragée par une réduction d'impôt pour travaux (25% de la dépense plafonnée à 16.000 F pour un couple) qui, jusqu'alors, ne concernait que les grosses réparations et les travaux d'isolation thermique. Celle-ci est étendue, à compter du 15 mars 1992, à tous les travaux de mise aux normes de confort (création de sanitaires, d'ascenseur...). Elargie, la prime à l'amélioration de l'habitat (PAH), accordée aux propriétaires occupants sous conditions de ressources et représentant 20 à 35% du montant des travaux, financera 12.000 opérations complémentaires. Enfin, les crédits destinés à l'amélioration du parc social locatif (Palulos) permettront de lancer 8.000 opérations supplémentaires.
800 millions de F sont accordés pour les routes et 200 millions pour les transports collectifs. Les professionnels du bâtiment sont plutôt favorables à ces dispositions bien qu'ils se montrent réservés pour ce qui est des 50.000 créations d'emplois qui devraient en découler.

C.L.

Pourquoi manifestent-ils donc ? Pour certains, comme l'UNEF communiste, l'objectif est clair -retrait immédiat de la réforme-, l'opportunité d'une manifestation à trois jours des élections aussi... Pour d'autres, dont la FIDL, proche de la NES, on comprend mal les motivations.

■ LIONEL JOSPIN : dé-ter-mi-né ■

"Ma détermination est complète. Je ne peux pas me résigner au statu quo." Lionel Jospin, qui recevait la presse, lundi, à quatre jours de la manifestation étudiante du 19, n'a pas d'état d'âme. "Il est de ma responsabilité de décider et d'avancer au milieu de demandes contradictoires. J'entends m'attaquer aux dysfonctionnements du système éducatif qui ne se résument pas aux problèmes de recrutement, d'effectifs, de locaux.
Mon action est fondée sur la conviction que le système éducatif doit impérativement évoluer et s'améliorer qualitativement. Sinon, certains, qui le disent déjà, affirmeront qu'il n'est pas réformable..." A ceux qui accusent la rénovation pédagogique de la classe de seconde de condamner les langues anciennes, le ministre répond par des chiffres : "En 1970, 1.000 licences de lettres classiques ont été délivrées. Il n'y en a eu que 350 en 1990. Est-ce ce système qu'ils défendent ?" La veille, Lionel Jospin avait reçu le renfort de Marguerite Gentzbittel, proviseur du lycée Fénelon, à Paris, dans une "Heure de vérité" particulièrement revigorante : "L'évaluation des élèves ? Les modules ? Nous les réclamons depuis vingt ans." Quant à la limitation à deux des options de seconde, c'est pour elle une question de bon sens : "Le travailleur de seconde est le plus gros travailleur de la France contemporaine", a-t-elle rappelé, estimant à 65 heures la charge de travail d'un élève moyen et insistant sur la pléthore de dispenses d'option pour cause de fatigue que reçoivent chaque année les proviseurs après la rentrée. Pavé supplémentaire dans le jardin des pourfendeurs de la réforme, elle s'est étonnée que les intellectuels fassent si peu preuve dans le débat actuel de ces deux vertus que donnent les humanités : la sérénité et le sens de l'humour...
Forte détermination ministérielle également en ce qui concerne la réforme des universités. Répondant à ceux qui ne cessent de tout expliquer par le manque de moyens, il a souligné les 7.000 postes supplémentaires dans le supérieur, la revalorisation, les constructions du plan Université 2000 : "Dire aujourd'hui, il ne faut pas parler de pédagogie, est irresponsable. Le taux d'échec en premier cycle, un étudiant sur deux, ne s'explique pas par des histoires de murs."
Quelque peu excédé par la désinformation et l'inconscience actuelle, Lionel Jospin a réclamé "un peu d'ordre, de fermeté, de raison."

P.J.

BREF... EN BREF... EN

■ **Les prix ont augmenté de 0,2% en janvier dans l'ensemble des pays de l'OCDE, alors qu'ils étaient restés étales en décembre. En France, ils ont augmenté de 0,3% en février (Rappel : janvier 1992, 0,3% ; décembre 1991, 0,1% ; novembre 1991, 0,3%).**

■ La France comptait 28.830.000 véhicules au 1er janvier 1992, (1,3% de plus qu'en 1991). Selon le Comité des constructeurs français d'automobiles, le parc est composé de 23,81 millions de voitures particulières, de 4,95 millions de véhicules utilitaires et de 70.000 cars et autobus.

■ **Le budget de l'Etat a été en déficit de 131,7 milliards en 1991, plus que la prévision de 80,7 milliards. Le déficit réel représente 1,9% du PIB.**

■ L'emploi salarié n'a augmenté finalement que de 0,2% en 1991, alors que l'INSEE tablait sur 0,4% selon ses estimations provisoires. 31.000 emplois seulement ont été créés, et non 51.000. Ce sont des résultats nettement plus mauvais que ceux de 1990 où, avec une croissance de 1,1% de l'emploi, 180.000 postes de travail supplémentaires avaient été répertoriés.

■ **La vente par correspondance a réalisé un chiffre d'affaires de 42,7 milliards en 1991, soit une hausse de 4,56% par rapport à l'an dernier.**

■ L'Institut Mérieux a enregistré un bénéfice de 279 millions en 1991. L'activité purement biologique du numéro un mondial des vaccins, qui fait partie du groupe Rhône-Poulenc, représente 85% de son chiffre d'affaires consolidé.

■ **2.860.000 demandeurs d'emploi à la fin janvier. Pour couper court à une nouvelle polémique sur les chiffres, le ministère du Travail a reprécisé les cinq catégories de personnes inscrites à l'ANPE. La catégorie 1 -les demandeurs d'emploi à temps plein et à durée déterminée- constitue depuis toujours l'indicateur de référence. La catégorie 2 groupe les personnes cherchant un emploi à temps partiel (230.000 en janvier, en données brutes), la 3 ceux qui cherchent un emploi à durée limitée (85.000), la 4 les personnes momentanément indisponibles et la 5 celles qui occupent un emploi et en cherchent un autre.**

■ Le secrétariat d'Etat au Logement travaille actuellement sur la rédaction de douze réflexions-propositions dont les principaux axes sont la fluidité du marché, l'investissement des particuliers, la maîtrise du foncier et l'information du public et des professionnels sur les moyens mis à leur disposition. Ces propositions seront discutées avec l'ensemble des acteurs du logement et devraient, en juin prochain, donner lieu à une convention. Marcel Debarge est volontaire : "Il s'agit d'une concertation nécessaire afin de dynamiser le secteur logement."

DOSSIER

UN GRAND PALAIS POUR LE LIVRE

Douzième édition du Salon du livre qui s'installe, du 20 au 25 mars, au Grand Palais. 15.000 m², où 150.000 visiteurs sont attendus, pour permettre aux auteurs, aux éditeurs, aux libraires et aux lecteurs de célébrer le livre, au moment où il traverse une grave crise.

Surproduction, baisse de qualité, difficultés de distribution, faiblesse des tirages ou au contraire razzia des "best-sellers" sont autant d'explications avancées qui confondent effets et causes, symptômes et syndromes. En apparence, ce qui manque peut-être le plus aujourd'hui, ce sont les lecteurs!
Mais, en vérité, s'il est facile d'invoquer la place que notre société accorde à l'image au détriment de l'écrit, il est mal vu de s'interroger sur la qualité de la production littéraire.

Au chevet du livre

Après une progression spectaculaire dans les années 50-70, le livre français connaît, depuis une quinzaine d'années, une période de stagnation. On peut dire aujourd'hui que chiffre d'affaires de l'édition et nombre d'exemplaires sont à peu près au même point qu'en 1980, l'augmentation du nombre des titres étant annulée par la baisse des tirages moyens.

Il s'agit là, sans doute, d'une évolution en partie naturelle de la société, liée à la concurrence des autres médias, qui ont privé le livre de la place privilégiée qu'il occupait naguère. Vu son handicap, il est d'ailleurs presque étonnant qu'il résiste si bien ! On peut légitimement se demander si le malaise ne vient pas de l'éclatement du milieu.
Dans un secteur aussi sensible que le marché de la culture, on reste confondu devant le manque de cohésion des partenaires. Ainsi, face aux difficultés actuelles, éditeurs et libraires tentent de se sauver indépendamment les uns des autres, sans comprendre qu'ils se condamnent tous. Tandis que les éditeurs enflent leurs productions, avec plus de 25% en 1991 par rapport à 1990, les libraires procèdent à des destockages massifs. Quand, à la rentrée, la crise redoutée semble marquer le pas, les libraires regarnissent à la hâte leurs présentoirs, sans penser aux lendemains.
Les professionnels du livre travaillent dans l'urgence et à courte vue. On publie trop et pas toujours le meilleur. De ce fait, on raccourcit considérablement la durée d'existence des livres. De bien culturel, le livre devient objet périssable et finit au pilon à 40 centimes le kg. Il faut savoir que 250.000 livres sont ainsi broyés tous les mois par chaque société de recyclage !

Absurde mouvement de balancier

La profession, qui est plurielle, vit au rythme cahotique des crises et des brèves embellies. Aux fugaces flambées d'euphorie succèdent de longues périodes de morosité que ni les uns ni les autres ne mettent à profit pour une révision concertée des pratiques de l'édition, de la diffusion et de la vente.
Les mauvais résultats des six premiers mois de 1991 ont fait baisser parfois considérablement le chiffre d'affaires des éditeurs. Pour se refaire, ils ont lancé sur le marché en mai et juin un grand nombre de titres, avec des progressions de l'ordre de 30%, sans tenir compte

Dossier préparé par Françoise Lorrain



du fait, qu'à ce moment précis, les libraires croulaient sous les "offices", ces livres envoyés automatiquement par l'éditeur pour "information" et qui encombrent les magasins sans répondre à une demande de la clientèle. Gênés dans leur trésorerie, ces derniers ont retourné à l'expéditeur la formidable masse des invendus. Asphyxiés par ces retours, les éditeurs se montrent à nouveau frileux, entretenant l'absurde mouvement de balancier. Curieusement, les méthodes curatives sont toutes de type gestionnaire. On restructure, on concentre, on recherche des responsables à défaut de solutions. Les professionnels se rejettent la faute plutôt que de revoir l'organisation de la chaîne du livre et de privilégier la qualité de la production. ■

LES FAISEURS D'HISTOIRES

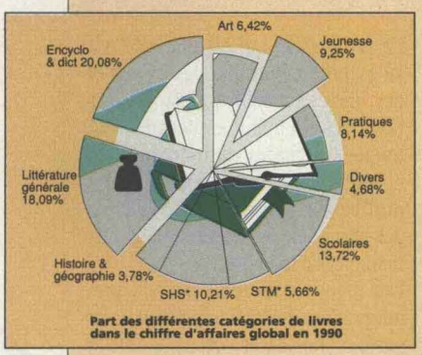
A propos du livre, on parle beaucoup des intermédiaires que sont les éditeurs, les diffuseurs et les libraires. On oublie simplement le créateur qu'est l'auteur.

On sait peu de choses, il est vrai, de l'écrivain. Les données de la Sécurité sociale permettent d'évaluer à 1.300 le nombre des écrivains qui tirent au moins 50% de leurs revenus de la vente de leurs livres, 600 gagneraient de leur plume entre 50.000 et 150.000 F par an et 75 seulement plus de 500.000 F, soit environ 40.000 F par mois. Encore faut-il noter que nombreux sont les écrivains ayant un métier "alimentaire" plus ou moins étranger à la littérature et nombreux également les faiseurs d'ouvrages qui ne s'apparentent que de très loin aux authentiques créateurs.

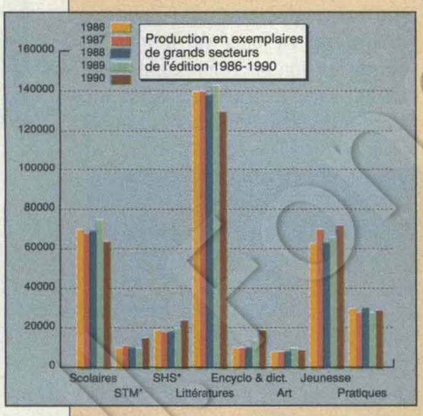
La création littéraire relève de cette alchimie qui transmute en œuvre une histoire écrite. Ce qui fait la différence entre une honnête fiction dérivative et un grand livre est l'inscription d'une époque dans la durée ; la rencontre entre la sensibilité et les préoccupations d'un temps avec les interrogations fondamentales de l'être. C'est peut-être cette correspondance qui pêche actuellement.

On impute immanquablement la crise du livre aux médias et à l'emprise de la télévision, responsables de la paralysie de l'esprit en bouffant le temps et l'imaginaire, et aux lecteurs, victimes de cet environnement intellectuellement lénifiant.

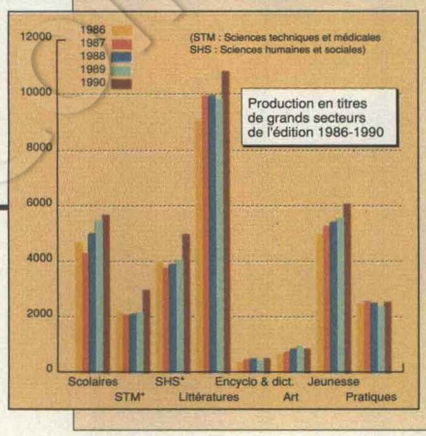
Mais cette crise vient certainement aussi d'un appauvrissement de la création. Les ouvrages de commande, les livres "rewrités", les fausses autobiographies, la littérature préfabriquée, les "best-sellers" programmés, les textes sans âme ni tripe de nègres reniés, la surproduction de romans de bazar, roses à vomir, engluent l'imagination et encombrent de leurs scories le monde de l'écriture. ■



Part des différentes catégories de livres dans le chiffre d'affaires global en 1990



Source : MCC/DEP © "Vendredi"



LES CHERCHEURS D'OR

Un livre est un manuscrit édité. C'est donc, d'abord, la rencontre entre un auteur et un éditeur. Or, l'édition française ne se porte pas bien.

En 1990, ce secteur a enregistré un ralentissement sérieux de son chiffre d'affaires. Avec 13,4 milliards de F, c'est le plus mauvais chiffre depuis cinq ans. Cette année a été également marquée par la baisse du tirage moyen la plus importante depuis dix ans. Les records du succédané de "Autant en emporte le vent" et de son frère ennemi "Noir Tango", qui dépassent les 500.000 exemplaires, ne doivent pas faire perdre de vue qu'un livre est un succès à partir de 20.000 et que la majorité des ouvrages, hors poche, tirent à moins de 10.000. De grands noms tels Le Clézio, Duras, Dominique Fernandez, Sollers ou Gallo tournent autour des 40.000. Il n'y a guère que les préfabriqués à la Sulitzer, avec 150.000 exemplaires, qui assurent l'assise des maisons d'édition.

Si une lecture rapide du bilan annuel de l'édition permet de conclure à l'augmentation des titres, ces 12,5 % de progression ne sont dus, en réalité, qu'aux réimpressions. Les nouveautés ont bel et bien chuté de plus de 7%. Les plus fortes baisses affectent les livres d'art, avec un plongeon de 13%. Même les livres scolaires, qu'on aurait pu croire protégés, ou les ouvrages pratiques qui embrassent des domaines aussi élémentaires que l'art de la conserve ou du bouquet ne sont pas épargnés, avec des pertes respectives de 3,5 et 2,9%.

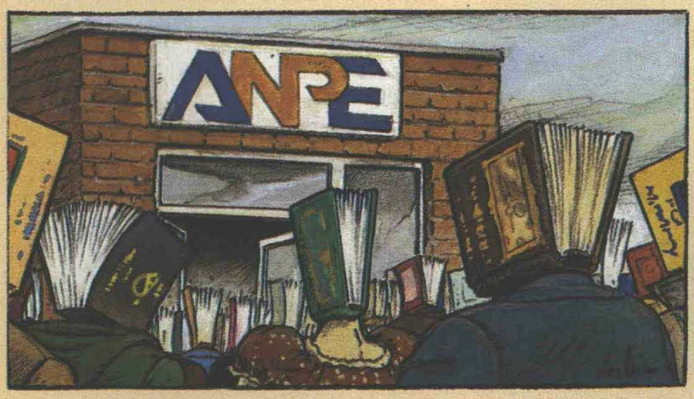
Les livres pour la jeunesse affichent une croissance de 15%, signe encourageant pour l'avenir, si l'on ne voyait poindre une suicidaire inflation des titres. Car un grand nombre des maisons d'édition s'engouffrent dans ce créneau, actuellement rentable, sans exigence de qualité, ce qui les condamne. Les sciences humaines, qu'on disait en perte de vitesse, progressent, ainsi que les ouvrages techniques et médicaux, qui bénéficient d'une tendance vulgarisatrice généralisée. Etat stationnaire pour la littérature générale, les encyclopédies et les dictionnaires.

Excédentaire en 1989, la balance commerciale de l'édition est en déficit en 1990, en dépit de quelques divines surprises : l'augmentation de plus de 65% des exportations en direction de l'Arabie Saoudite et l'incroyable explosion des ventes vers la Roumanie avec une faramineuse progression de 1.154% ! Mais le point de départ était situé si bas !

Aujourd'hui, la France est le pays européen où l'édition est la plus concentrée. Hachette et le groupe de la Cité représentent 60% du chiffre d'affaires global et contrôlent les deux tiers de la distribution et de la diffusion. Si l'on ajoute que ces deux firmes ont leur propre réseau de vente (Relais H et France Loisirs) on peut parler de "mamouths" de l'édition. Quand les enjeux sont tels, on comprend que la priorité ne soit guère à une politique éditoriale intellectuellement exigeante et que les gestionnaires aient souvent remplacé les éditeurs conseillers littéraires d'antan.

Ces grands trusts ont néanmoins permis la survie de maisons moyennes qui n'avaient pas les reins assez solides pour affronter une gestion et une diffusion performantes.

Curieusement, en dépit de ce mouvement de concentration, une vingtaine de jeunes maisons, ayant une vingtaine de titres au catalogue, se sont créées ces dernières années. Ainsi, entre 1973 et 1988, on a enregistré 812 créations contre 352 disparitions. Les grands mythes NRF, Le Seuil ou les Editions de Minuit demeurent. Des créations, plus récentes, ont su gagner des auteurs de très grande qualité, tels POL, Actes Sud, Odile Jacob ou Rivages. L'éventail des maisons d'édition est encore riche. Le danger d'appauvrissement pourrait venir d'une standardisation des titres et d'une banalisation de la politique éditoriale, d'une sorte de degré moyen de l'édition plus encore que de la concentration elle-même. ■



LA CAVERNE D'ALI BABA

La librairie demeure le premier lieu d'achat des livres avec 40% des acquisitions contre 21% aux grandes surfaces. Sur les 25.000 points de vente, 8.000 magasins réalisent une part significative de leur chiffre d'affaires avec le livre seul et, pour seulement 2.500, la vente du livre est l'activité exclusive. Mais la librairie, avec une rentabilité financière médiocre, est, de fait, le maillon faible de la chaîne du livre. Le fonds du libraire est constitué par des stocks importants, à la rotation lente, qui immobilisent ses capitaux. Si l'on ajoute à cela le coût de l'immobilier en centre ville, on comprend que les marges bénéficiaires autorisent à peine la survie des commerces traditionnels.

La loi sur le prix unique du livre qui date de 1981 a sauvé les grandes librairies en limitant la prolifération des ventes en grande surface, sans hausse notable pour l'acheteur. Pour autant, le prix du livre reste un facteur non négligeable de la faible consommation. Il est d'ailleurs significatif que le Livre de poche, fortement affecté par la crise conjoncturelle de 1990, ait fait un véritable retour en force dès 1991. Le choix, souvent aléatoire, d'un roman s'avère être un essai coûteux, l'acheteur a donc souvent recours à des valeurs sûres en piochant dans les classiques, hypothéquant alors les chances de rencontre avec un nouvel auteur.

La législation Lang a accentué la dépendance des libraires à l'égard des éditeurs qui, en arrêtant le prix de l'ouvrage, fixent de fait les marges commerciales. La FNAC, avec ses trente-cinq points de vente et un stock de 150.000 titres, a réussi à capter 7% du marché, devenant la première librairie de France. Les clubs de livres touchent une clientèle particulière, souvent éloignée des points de vente traditionnels, qu'ils ont su fidéliser. L'avenir et le développement de la vraie librairie de quartier, médiateur indispensable entre l'ouvrage et son lecteur, passe peut-être par l'attribution d'un label de qualité et d'aides personnalisées. ■

LES MANGE-PAPIER

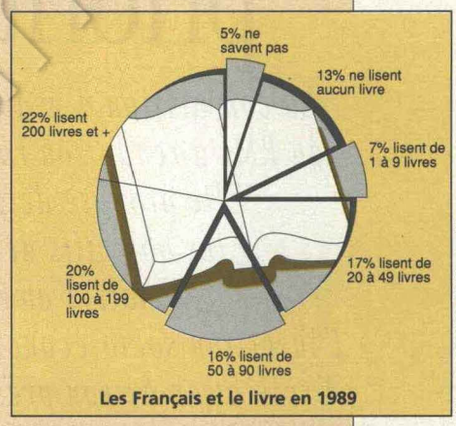
La guerre du Golfe a bon dos, mais elle n'explique pas toutes les pannes économiques. Si l'édition se porte mal c'est parce que les Français lisent peu.

Sept sur dix d'entre eux lisent, au mieux, un livre par an. L'enquête consacrée aux pratiques culturelles de nos concitoyens apprend que la lecture occupe néanmoins la seconde position en temps consacré à une activité de loisir, avec 27 minutes par jour. Encore doit-on noter une lente amélioration de la situation. Si 25% de Français n'ont pas lu le moindre livre dans l'année écoulée, ils étaient 30% il y a 15 ans. Aujourd'hui, 38% n'en ont pas acheté un seul, alors qu'ils étaient 49% en 1975. Ce timide progrès doit être nuancé par la formulation paradoxale de l'INSEE qui constate que "la France lit plus, mais les Français lisent moins".

350 F de livres par an

En vérité, les écarts se creusent et, facteur préoccupant pour les professionnels, le recul de la lecture est surtout manifeste dans la tranche des 15/20 ans. Il y a 15 ans, un quart des Français déclaraient vivre dans un foyer dépourvu de livres. Il en reste, de nos jours, 13%.

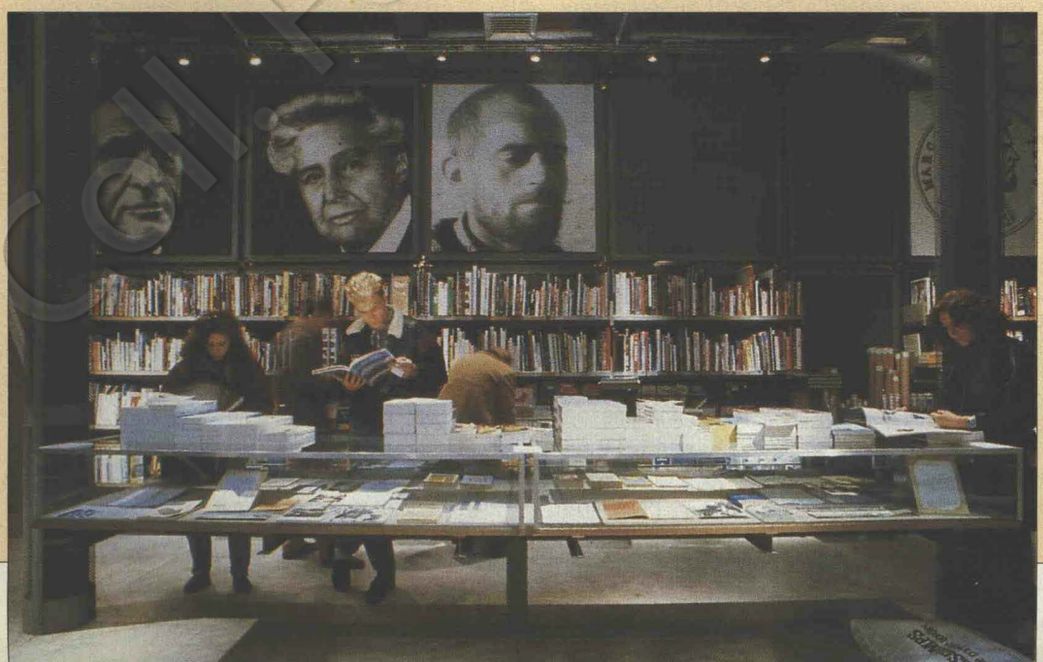
Le "bon" lecteur a 30 ans, est Parisien, cadre supérieur, et dépense environ 1.300 F par an pour ses achats de livres, la moyenne nationale dépassant à peine les 350 F. L'inactif, sans diplôme, d'origine rurale, n'ouvre, quant à lui, jamais un bouquin, s'il faut en croire les statistiques. On retrouve ce schéma à l'échelon européen : tandis qu'au Portugal, en Grèce ou en Irlande le budget livres annuel tourne autour des 150 F, celui de l'Allemagne ou de la Suisse voisine ou dépasse les 700 F. Un sondage de la SOFRES d'octobre dernier s'est intéressé aux lecteurs adolescents. C'est sans surprise que l'on apprend que les filles lisent plus de romans que les garçons, tandis que ces derniers préfèrent les BD, qui constituent la moitié de leur lecture, et la science-fiction.



Les Français et le livre en 1989

Source : MCC/DEP © "Vendredi"

Pour tenter d'étendre le lectorat, différents salons du livre se sont créés à Brive, Saint-Etienne et Angoulême. Si ces manifestations, ou l'opération "Fureur de lire", relèvent d'intentions méritoires, elles ne concernent guère que les lecteurs convaincus, et restent sans effet sur les autres. Source de détente et de plaisir, la lecture n'est pas un loisir innocent. Signe et cause de disparités culturelles, sa pratique ou son rejet entretiennent les inégalités originelles. C'est tellement vrai que, depuis 1990, l'inscription dans les bibliothèques fait partie des indicateurs sociaux de lutte contre l'exclusion et les inégalités. ■



BIBLIOGRAPHIE

- DANIEL PENNAC, *"Comme un roman"*, GALLIMARD, 1992
- DANIELE SALLENAVE, *"Le Don des morts"*, GALLIMARD, 1991.

Ce dossier a été réalisé avec la collaboration et la documentation de la revue "Livres-Hebdo"



POUR AMELIORER LE RMI

priorité à l'insertion

La commission d'évaluation du RMI a rendu son rapport. Elle propose de garder les objectifs de la loi mais d'améliorer l'insertion socio-économique. Explication de son président, Pierre Vanlerenberghe.

L'un des deux objectifs du RMI est d'assurer un minimum de vie décente aux plus démunis. A-t-il été atteint ?
Nous avons découvert, au début des années 80, des personnes dans un besoin extrême. Aujourd'hui, le RMI est la seule ressource pour la moitié des allocataires, 280.000 personnes. Grâce à l'action de l'Etat, s'étaient développés différents minimums sociaux : le minimum vieillesse, l'allocation d'adulte handicapé, l'allocation de solidarité spécifique pour les chômeurs. Pourtant, certains échappaient à cette protection minimale. Avec le RMI, la société s'est donné un filet. Ces 2.185 F ont permis à des personnes de ne pas tomber encore plus bas, de satisfaire des besoins vitaux en alimentation, en petits équipements ménagers, d'améliorer le confort de leur logement. La commission a proposé de mieux prendre en compte les enfants (262 F pour un individu isolé, plus 600 F pour un couple avec enfant). Le coût des mesures se chiffre à trois milliards, mais nous sommes toujours en dessous de 1% du budget social de la nation. Toutefois, pour les trois quarts des allocataires, le retour à l'emploi ordinaire est nécessaire dans les deux ou trois ans.

Y a-t-il eu des exclus du RMI ?
Il faut distinguer exclus de fait et de droit. 20.000 à 40.000 des ayants droit n'ont pas pu ou su exercer leur droit au RMI, soit moins de 10%. Le taux est de 30% dans les autres pays européens qui ont des revenus minimaux. Et puis, il y a les exclus de par la loi. Le Parlement, en 1988, avait décidé d'exclure les jeunes de moins de 25 ans, sauf ceux ayant charge de famille. On ne peut pas offrir aux jeunes comme seule perspective d'avenir le RMI. Pour eux, le droit à l'insertion passe avant le droit à l'allocation : apprentissage, contrat de qualification, formation. Pour les 10 à 15.000 qui sont très déstructurés, ceux qui sont suivis par des animateurs locaux, on peut ouvrir de façon dérogatoire et transitoire, pour 3 à 6 mois, le RMI.

Quel bilan tirez-vous de l'insertion ?
Depuis trois ans, nous avons connu une intense mobilisation : on estime à 60% les allocataires suivis par un travailleur social. Mais le nombre de contrats est faible eu égard à l'objectif du législateur : 40%, alors qu'il en prévoyait 100%. 44% de sorties durables du RMI, (15% en emploi ordinaire, 8% en contrat aidé), ce n'est pas négligeable dans une conjoncture économique difficile. Mais c'est encore éloigné de l'espoir qu'on avait ouvert chez les allocataires du RMI dont sept sur dix sont actifs et valides. Nous ne pouvons accepter dans notre société une nouvelle classe entre inclus et exclus, les insérables qui resteraient durant de longues années en voie d'insertion. Aujourd'hui, certains refusent les stages. Au bout de deux ou trois contrats avec un travailleur social, l'individu dit : "J'ai fait la preuve de mon insertion, donnez-moi du travail, ras-le-bol."

A quoi attribuer ces insuffisances ?
On peut justifier cette situation par la jeunesse du dispositif et par la situation économique : il y a eu retournement de tendance à partir de 1990. Il faut faire apparaître un nouveau tryptique : le préfet et le service public de l'emploi, le président du conseil général et l'action sociale, la commune, les maires capables, en partant des besoins de leurs administrés pauvres, de mobiliser l'ensemble des acteurs et de dialoguer avec le monde économique. Sur 4 millions de postes qui ont changé de titulaire l'année dernière, 1,4 million sont des postes à faible qualification. Il y a donc un espace pour des eremistes faiblement qualifiés. La mise en situation de travail a un effet accélérateur pour le réapprentissage des règles de base, l'apprentissage de l'écriture ou la définition d'un projet professionnel. Vaulx-en-Velin a enclenché une réflexion dans les entreprises. Une entreprise n'est pas philanthropique par nature, mais certaines savent que, si se continue la dégradation des conditions de vie, de formation dans une localité, elle en subira les conséquences. Il faut jouer sur ces ressorts. La commission souhaite une politique encore plus claire de l'Etat fondée sur des mesures discriminantes réservées réellement aux plus exclus, car il s'agit de s'attaquer aujourd'hui au chômage d'exclusion. Dans nos grandes banlieues, si nous ne procurons pas du travail au grand frère de trente ans qui n'en a jamais eu, au père de cinquante, qui a été licencié et n'arrive pas à en retrouver, disparaît de la tête des jeunes le modèle intégrateur du travail.

Propos recueillis par B.C.

BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN

■ **Rénovation des lycées :**
1,5 million de brochures expliquant la rénovation seront envoyées aux parents des élèves de 3e et de seconde.
Les textes sur la réforme de l'université ont, eux, été distribués à tous les étudiants.
Une initiative sans précédent.

■ Seconde étape de la campagne pour l'enseignement technique et professionnel, "Tous des pros" : spots publicitaires à la radio et à la télé, permanence téléphonique de conseillers d'orientation (36.63.01.02), semaine d'information dans les collèges. Six académies pilotes (Paris, Créteil, Versailles, Bordeaux, Lyon et Rouen) mènent parallèlement une opération de rapprochement entre nouveaux diplômés et 50.000 entreprises.

■ **La caisse d'assurance maladie des non-salariés (CANAM) et la Mutualité sociale agricole (MSA) ont toutes deux refusé de signer le projet d'accord sur la maîtrise des dépenses de santé ratifié par la Caisse des travailleurs salariés (CNAMTS) et le plus gros syndicat de médecins (CSMF). L'accord ne peut être appliqué que si l'une au moins des deux caisses signe.**

la social-démocratie met la France à l'honneur

Pierre Mauroy vient d'être proposé comme successeur de Willy Brandt à la tête de l'IS, une distinction et une reconnaissance de l'évolution du socialisme français données par les sociaux-démocrates du monde.

Reçu par le PSOE et son responsable, également président du conseil espagnol, Felipe Gonzalez, le praesidium de l'Internationale Socialiste a longuement réfléchi, à Madrid, les 13 et 14 mars, sur le thème : "Le socialisme démocratique dans un monde en changement". En introduction, Felipe Gonzalez et de Jacques Delors se sont inquiétés de voir les idées sociales-démocrates en difficulté en Europe, alors que le communisme s'est effondré et que le capitalisme donne des signes évidents d'échec en Grande-Bretagne comme aux USA. Le premier a mis l'accent sur le message éthique des sociaux-démocrates et le besoin de marier autonomie et responsabilité. Le second a insisté sur la nécessité de tenir compte du monde dans son ensemble : "Le ralentissement de la croissance que nous connaissons vient de ce que nous laissons de côté les pays pauvres", a assuré le président de la Commission européenne.

Ce thème sera celui du congrès des 15, 16 et 17 septembre prochains à Berlin. Cette ville a été choisie par le président pour sa situation, au centre même de cette Europe sociale-démocrate en pleine interrogation, et aussi pour son symbole de ville réunifiée, rendue à sa grandeur, qui accueillera les cent partis membres actuels et de nombreux invités, dont Mikhaïl Gorbatchev. Mais, surtout, c'est à Berlin, la ville dont il fut le maire, que Willy Brandt a décidé de mettre fin à son mandat. Cette décision, il l'explique : "Je veux vivre ce qui me reste à vivre" et l'assortit d'une proposition préparée et présentée avec l'aide de Felipe Gonzalez, et d'un nom, celui de Pierre Mauroy. Bro Grutland, premier ministre de Norvège, serait première vice-présidente, et Luis Ayala reconduit dans ses fonctions de secrétaire général. Cette proposition globale, acceptée à l'unanimité par le praesidium, sera transmise au congrès. Depuis seize ans, Brandt, prix Nobel de la paix en 1971, a su donner grandeur, chaleur et universalité à l'organisation héritière de la première et deuxième Internationale. Il est reconnu par nombre de jeunes partis, y compris par le PSOE, comme un père politique et, par tous, comme celui qui a donné au mouvement social-démocrate un essor sur tous les continents. Aussi a-t-il décidé que la responsabilité de président, qui n'était jamais sortie du cercle des fondateurs formé par les Scandinaves, les Britanniques, les Allemands et les Autrichiens, devrait, pour la première fois, être assumée par un Latin. Le dix-neuvième congrès devrait consacrer l'immense personnage emblématique qu'est Willy Brandt. N'a-t-il pas confié sa satisfaction de voir un symbole de paix et de rapprochement européen dans le fait qu'un Allemand passe le flambeau à un Français ? Un choix d'autant plus important pour l'évolution du socialisme français qu'il fut longtemps durement jugé par ses pairs sociaux-démocrates, d'abord en raison de ses alliances avec le PC, puis de ses options nucléaires. Pierre Mauroy a confié la fierté mais aussi l'humilité avec laquelle il acceptait cet honneur et la solidarité qu'il attendait de ses camarades pour tenter de succéder à Brandt.

Le congrès devra aussi examiner les demandes des soixante partis qui sollicitent leur entrée à l'IS. Devant la difficulté de répondre rapidement à un tel nombre de candidatures, le praesidium a proposé de créer, à côté des membres à part entière et des membres à titre consultatif, des membres "observateurs".

Sur les dossiers d'actualité, la réunion de Madrid a également discuté, à partir du rapport de Hans-Jochen Vogel, de l'état économique et social dans les républiques de l'ex-URSS, à partir du rapport d'Andréas Papandréou, de la situation dans les Balkans et, à partir du rapport de Shimon Peres, de la paix au Moyen-Orient. Une discussion d'une grande richesse illustrant la nécessité de l'adaptation de la social-démocratie au monde en mouvement.

L.C.-S.



Pierre Mauroy et Luis Ayala, secrétaire général de l'IS. ▼

primaires américaines : l'incertitude

"Des démocrates à la recherche d'un candidat et des républicains à la recherche d'un message." Cette formule d'un journaliste américain traduit assez bien le malaise qui se dégage des primaires américaines.

Du côté des républicains, le candidat sera, bien sûr, le président Bush lui-même. Mais il faut reconnaître que sa candidature est loin de faire l'unanimité. Les succès inattendus de Pat Buchanan, un idéologue ultra, qui réalise 30% des voix partout où l'appareil du Parti républicain lui a permis de se présenter, montre l'ampleur du malaise. Et, partout, les sondeurs obtiennent la même réponse : les électeurs de Pat Buchanan ne votent pas en faveur de ses idées pour le moins curieuses (racisme pratiquement avoué, condamnation de l'avortement et de la "décadence", programme économique hyperreaganien, etc.), mais bien contre le président lui-même. Il faut dire que l'exemple vient de haut, puisque Reagan lui-même a fait savoir qu'il pensait que Bush serait battu en Californie, car il ne se battait pas assez pour ses idées ! Et, comble du camouflet, quand, après de nombreuses tentatives, un rendez-vous entre Bush et Reagan a enfin pu être fixé, non seulement l'ancien



▲ *Bill Clinton et son épouse à Chicago lors du "super mardi".*

président a refusé que la moindre photo soit prise, mais il a fait mettre du papier kraft le long des grilles pour que, même du dehors, on ne puisse rien voir... Gageons que le président Bush a apprécié, lui qui paye déjà la facture des années Reagan...

Pour un président sortant, affaibli et fatigué, la campagne va être dure, dans tous les sens du terme. Si les républicains sentent le pouvoir leur échapper, ils n'hésiteront pas à utiliser tous les moyens, y compris les plus bas, pour attaquer leurs adversaires : après tout, c'est déjà ce qu'ils avaient fait en 1980 contre Carter et en 1988 contre Dukakis. Le candidat démocrate, quel qu'il soit, devra faire face à une campagne rude. Mais les républicains savent aussi que tout n'est plus possible. En 1988, une administration sortante pourtant compromise dans un nombre de scandales sans fin et d'importance majeure pouvait impunément mener l'attaque : tout lui souriait, l'Amérique était encore sous le charme. Aujourd'hui, elle déchante et la désillusion est d'autant plus dure que les illusions avaient été grandes, et savamment entretenues.

Les démocrates bénéficieront, à l'évidence, du mécontentement ambiant : un sondage fait en Géorgie montre que 40% des électeurs de Pat Buchanan voteront pour le candidat démocrate en novembre, quel qu'il soit, car leur motivation principale est de battre Bush.

Du côté démocrate, il semble que Bill Clinton soit bien parti pour l'emporter. Les causes de son succès sont multiples. Tout d'abord, il est mieux organisé que la plupart des autres candidats : au-delà des succès éphémères que certains obtiennent dans tel ou tel fief, il est présent partout et obtient presque toujours la première ou la deuxième place. Ainsi, alors que la presse concentrait son attention sur ses adversaires, il était déjà en tête pour le nombre de délégués avant même le vote de la Géorgie, premier Etat du Sud à s'exprimer. Après le "super mardi" qui a vu sa victoire dans tous les autres Etats du Sud, dont il est lui-même originaire, il dispose d'une solide avance.

Il semble avoir réussi à reconstituer la base électorale des démocrates d'antan, en bénéficiant du soutien d'une coalition, potentiellement redoutable, des minorités, des ouvriers et employés. Ainsi apparaît au grand jour le changement considérable qui s'est effectué dans le sud des Etats-Unis au cours des ans : c'est à un démocrate sudiste blanc que vont massivement les voix des Noirs et des salariés du bas de l'échelle. Ce n'est d'ailleurs par si nouveau, car les deux présidents les plus à gauche que les Etats-Unis ont eu depuis Roosevelt, Johnson et Carter, étaient tous les deux originaires du Sud.

Face à Clinton, on trouve surtout Tsongas, représentant de l'establishment de la côte Est, qui apparaît de plus en plus comme le candidat du patronat chez les démocrates.

En tout état de cause, les démocrates devront s'affirmer comme les défenseurs de l'Américain moyen, qui a vu ses conditions de vie se détériorer pendant que les riches s'enrichissaient. Seront à l'ordre du jour l'impôt sur les plus fortunés, la défense et l'élargissement de la sécurité sociale, la réduction des dépenses militaires superflues, l'investissement industriel, l'amélioration du système d'éducation : c'est cela aussi, la gauche américaine.

Axel Queval

CATALOGNE

les abstentionnistes ont élu la droite

La Catalogne renouvelait, dimanche, son Parlement. L'abstention, particulièrement élevée avec 45% des inscrits, a favorisé la droite nationaliste.

La Catalogne est une région particulière à plus d'un titre. Périphérique, économiquement puissante, culturellement différente, bénéficiant d'un statut spécial, elle est gérée depuis 1980 par un parti et un homme à part. "Convergence et Union" et Jordi Pujol ont gagné toutes les régionales, en 1980, comme en 1984, 1988 et 1992.

Les socialistes, et Raimon Obiols, leur tête de liste, ont traqué, porte à porte, les ambiguïtés nationalistes, revendiqué un droit au dialogue contre l'Etat CIU (Convergence et Union) et ses passe-droits, rappelé que les JO, c'est Barcelone et son maire PS, Pasqual Maraguall. Les indépendantistes, nouveaux venus, disputaient les voix convoitées par les amis de Jordi Pujol. Forcé dans son palais, il a dû sortir, lui aussi, pour appeler au vote.

Les choses n'ont jamais été faciles pour le PS. Les travailleurs immigrés, d'Aragon ou d'Andalousie, ne comprennent pas l'affirmation catalane. Les régionales les mobilisent mal. Ils bougent comme leurs compatriotes de l'intérieur. Or, les signaux venus de Madrid n'ont pas été très clairs. Ne parle-t-on pas d'une majorité élargie au Congrès associant les socialistes aux nationalistes modérés ?

Quant à la gauche nationaliste, elle écoute souvent les sirènes présentant le PS catalan comme un simple appendice du PSOE. Le vent d'Est, porteur d'affirmation nationale, a conforté ce penchant.

La Catalogne a voté pour Jordi Pujol qui, le 9 mars, a nié l'identité culturelle de l'Espagne. Elle a voté aussi pour l'indépendantisme. Le vieux parti fédéraliste ERC, la gauche républicaine catalane, envahi par des jeunes loups ultranationalistes, a doublé sa représentation. Les socialistes restent la seule solution de rechange crédible, le premier parti de l'opposition. Ils portent les enjeux du futur, ceux d'une Catalogne associée à l'Espagne par contrat fédéral.

Jean-Jacques Kourliandsky

AFRIQUE DU SUD

■ DE KLERK ET MANDELA ■ ONT GAGNE

Le Parti socialiste se réjouit des excellents résultats du référendum en Afrique du Sud. Après plus de quarante ans d'apartheid, cette page honteuse apparaît enfin irréversiblement tournée. C'est une victoire pour tous ceux qui font de la dignité de l'homme -et de tous les hommes sans distinction de race, de philosophie ou de religion- leur drapeau.

Le Parti socialiste renouvelle son soutien à l'action engagée par Frederik De Klerk et sa solidarité à l'égard de Nelson Mandela. Il espère que les négociations engagées pour un nouvel ordre constitutionnel en Afrique du Sud pourront maintenant aboutir rapidement.

Communiqué adopté par le bureau exécutif du 18 mars 1992.

le drame du Karabakh

Alors que Cyrus Vance, pour l'ONU, mène la première mission dans l'ex-URSS, à Erevan et Bakou, la CSCE tente de mettre sur pied une conférence sur le Haut-Karabakh, que Paris se dit prêt à accueillir.

Depuis quelques semaines, la décomposition de l'ensemble soviétique prend un tour inquiétant : ventes d'armes échappant à tout contrôle, ambiguïtés sur l'avenir de l'arsenal nucléaire de l'ex-URSS, conflits armés sur le flanc sud de la CEI. Mais, aujourd'hui, c'est du côté du Caucase que se dirigent tous les regards : tandis qu'en Géorgie le retour d'Edouard Chevardnadze pourrait permettre une certaine ouverture dans un pays paralysé par la crise économique et une guerre civile larvée, le Nagorny-Karabakh est devenu l'enjeu d'un conflit qui pourrait rapidement déboucher sur une véritable guerre opposant l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Après le massacre, fin février, de plusieurs centaines d'Azéris, à Khodjali, la tension est montée d'un cran ; à Bakou, le président Moutalibov, accusé de faiblesse, voire de complicité, par l'opposition, a été contraint à la démission. Alors que toutes les tentatives de médiation entreprises par la CEI -dont les deux parties sont membres-, l'Iran ou la Communauté européenne ont échoué, le projet de couloir humanitaire que tente de mettre en place Bernard Kouchner reste plus que jamais d'actualité.

Mais, par delà son caractère local, le conflit du Karabakh est aussi le miroir de la fin d'un monde : les troupes de la CEI, que certains voulaient hier encore croire au service de la paix, sinon de la réconciliation, restent non seulement impuissantes, mais se mettent à l'occasion au service du plus menaçant ou du plus offrant... Au moment où l'Arménie et l'Azerbaïdjan s'engagent sur le chemin difficile de l'indépendance, cette guerre risque d'annihiler tous les efforts réalisés, en particulier en Arménie, depuis quelques années.

L'amère expérience de la Yougoslavie est là pour rappeler que le sens du compromis, la tolérance et le respect des minorités sont à la base de toute négociation, dans cette région comme ailleurs. Arméniens et Azéris méritent de vivre en paix. Sinon, qu'ils y prennent garde, la barbarie est un mal qui n'épargne personne.

Charles Urjewicz



■ LA FONDATION JEAN-JAURES A MOSCOU ■

A l'invitation de Mikhaïl Gorbatchev, une délégation de la Fondation Jean-Jaurès, conduite par Pierre Mauroy et Gérard Collomb, s'est rendue à Moscou début mars.

Après trois jours d'entretiens, avec Mikhaïl Gorbatchev, le vice-président Routskoï et Edouard Chevardnadze notamment, on peut tirer quelques conclusions.

Une impression fugace, d'abord. L'ancien président de l'Union Soviétique semble rester impopulaire, mais la qualité et la diversité des différentes personnalités russes et étrangères présentes à l'inauguration de sa Fondation montrent qu'il demeure encore un homme qui compte.

Une note d'optimisme, ensuite. L'accueil extrêmement chaleureux réservé à Pierre Mauroy par Mikhaïl Gorbatchev, l'intérêt manifesté par l'ensemble des interlocuteurs ainsi que la multiplicité des demandes concrètes de travail, d'échanges et de formation montrent que la Fondation Jean-Jaurès a, devant elle, un immense champ d'action pour demain.

Une conviction tenace, enfin. De retour en France, devant la charge d'Alain Juppé sur TF1 évoquant "l'échec accablant" des socialistes, on ne peut s'empêcher de repenser à la question admirative posée par le bras droit de Boris Eltsine au premier ministre de 1982-83 : "Comment avez-vous fait pour obtenir de si bons résultats ?" Et surtout à l'attention avec laquelle il a écouté la réponse.

■ DES PUITS POUR LES PEULS ■

Les bergers peuls manquent dramatiquement d'eau dans un Sahel qui n'en a guère. Pour les soutenir, l'association N'Diem se propose de forer deux puits, l'un à usage domestique, l'autre, pastoral.

Vos dons seront les bienvenus.

N'Diem, 23 rue André-Antoine, 75018 Paris.
CCP 15 93717 G.
Rens. : Claude Dialo ☎ 42.55.58.21 (le soir).

BREF... EN BREF... EN

■ Tournant dans les relations israélo-américaines. Israël renonce à obtenir les garanties de 10 milliards de dollars demandées pour l'aider à accueillir les immigrants de l'ex-URSS. "Les conditions imposées par l'administration US", a déclaré M. Arens, ministre de la Défense, n'auraient pu être acceptées par aucun gouvernement israélien." Cette décision intervient après la polémique lancée par certains journaux d'outre-Atlantique, accusant Israël d'avoir vendu à des pays tiers armes et technologies de pointe américaines. Rarement, dans leur histoire, les deux pays n'avaient connu des relations si dégradées...

■ **La Russie a désormais un ministère de la Défense, prélude à une armée nationale. Cette décision intervient à la veille du sommet de Kiev, portant sur l'avenir des "forces communes" de la CEI.**

■ En Moldavie, le risque de guerre civile s'accroît. Les affrontements armés entre séparatistes russophones et Moldaves se déroulent près de Doubossary, le long du fleuve Dniestr. Les deux grandes villes russophones, Tiraspol et Doubossary, sont le théâtre de combats, notamment depuis le référendum proclamant l'indépendance de la "République du Dniestr".

■ **Jan Olszewski, premier ministre polonais, a rencontré François Mitterrand et Edith Cresson au cours d'une visite officielle à Paris, le 18 mars. Au cœur des discussions : l'état d'avancement de plusieurs dossiers économiques en cours.**

■ En Bosnie-Herzégovine, la situation reste explosive, malgré les négociations entamées le 16 mars à Sarajevo, sous l'égide de la CEE, avec les représentants des trois communautés, sur l'avenir de cette république. Des barricades ont été dressées par les Serbes, les Musulmans et les Croates dans les rues de Mostar, au sud de Sarajevo.

■ **De retour d'une tournée en Asie centrale, Alain Vivien, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, a estimé la présence de la France indispensable dans cette région "qui se remet à bouger".**

■ Le roi Hussein de Jordanie et François Mitterrand ont estimé, au cours d'une visite du monarque à Paris, que la situation dans le Golfe était "très préoccupante" en raison du refus de l'Irak d'appliquer les résolutions de l'ONU.

■ **Avancée historique en Afrique du Sud : les Blancs ont approuvé à une forte majorité le projet du Président De Clerk de poursuivre la démocratisation du pays. L'apartheid a vécu.**

il y a garantie et garantie...

Aucun appareil ménager ou hi-fi, même neuf, n'est à l'abri d'une panne. La qualité du service après-vente doit être une des premières préoccupations du consommateur. Un examen attentif du contrat de garantie évite les mauvaises surprises.

Le service après-vente commence dès qu'un achat est conclu. Il comprend généralement la livraison à domicile, l'installation et la mise en service (1), la garantie légale, et la (ou les) garantie(s) contractuelle(s). Selon les cas, ces éléments peuvent être gratuits ou payants, mais toutes ces indications doivent être affichées sur les lieux de vente.

LA GARANTIE LEGALE

Elle est prévue par le Code civil (art.1641 et suivants). Elle est gratuite et obligatoire. Elle protège le client contre les défauts non apparents (ou "vices cachés") lors de l'achat, qui rendent le produit partiellement ou totalement inutilisable. Par exemple, le mauvais allumage d'un four. Elle est valable quel que soit le produit acheté, quel que soit le vendeur, et qu'il y ait contrat écrit ou non. Elle est illimitée dans le temps, autrement dit, elle s'applique pendant toute la durée de vie du produit. La garantie légale permet le remplacement de l'appareil, sa réparation gratuite ou son remboursement. Pour la faire jouer, le consommateur doit prouver que la panne ne résulte pas d'une mauvaise utilisation. Le défaut doit être grave, caché et antérieur à l'achat.

LES GARANTIES CONTRACTUELLES

1. La garantie contractuelle gratuite

Elle n'est pas obligatoire, c'est un "plus" accordé par le vendeur. Et c'est lui qui en fixe les modalités.

En raison de la concurrence, tous les commerces l'appliquent. La garantie contractuelle n'exclut en aucun cas le bénéfice de la garantie légale. La durée de la garantie contractuelle est limitée et variable. Elle ne prévoit pas toujours le remboursement des frais de transport ou de main-d'œuvre et rarement un dédommagement en cas d'immobilisation de l'appareil. Parfois, certaines pièces sont exclues du remboursement d'où la nécessité de lire attentivement le contrat de garantie pour bien savoir ce qui ne sera pas couvert en cas de panne. Le consommateur n'a pas à apporter la preuve d'un vice caché.

2. La garantie contractuelle payante

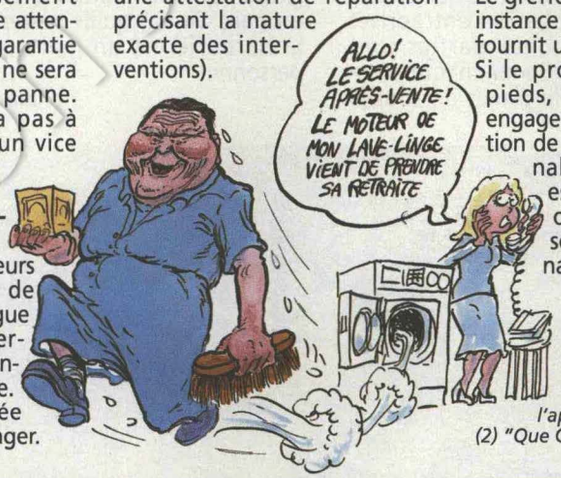
De plus en plus de vendeurs proposent au moment de l'achat une garantie longue durée payante qui intervient à la fin de la garantie contractuelle gratuite. Elle est surtout proposée pour le gros électroménager. Il faut être extrêmement vigilant sur les contrats présentés. L'Union fédérale des consommateurs estime que ces garanties sont rarement intéressantes, car les études de fiabilité montrent que les pannes se produisent surtout la première année, puis, au-delà des cinq ans (2).

LE CONTRAT TYPE DE GARANTIE

Il doit mentionner les références de l'appareil, les conditions de livraison, les conditions de mise en service par le vendeur ou par le client, les conditions d'exercice de la garantie légale, les prestations proposées au titre de la garantie contractuelle gratuite et celles assurées par la garantie contractuelle payante.

EN CAS DE DIFFICULTE

Si l'appareil est encore sous garantie contractuelle, faites d'abord jouer cette garantie (lors d'une réparation, exiger une attestation de réparation précisant la nature exacte des interventions).



Si les délais sont écoulés, faites jouer la garantie légale mais seulement si le défaut est grave, caché et antérieur à l'achat, ce qui n'est évidemment pas toujours facile à établir. Il faudra peut-être fournir une expertise de l'appareil. Le greffe du tribunal de grande instance de votre département fournit une liste d'experts.

Si le professionnel traîne les pieds, il faut rapidement engager une "action en résolution de vente" devant le tribunal d'instance si le litige est inférieur à 30.000 F ou, au-delà de cette somme, devant le tribunal de grande instance.

Chrystie Lipani

(1) Avant de signer le reçu de livraison vérifiez le bon état de l'appareil.
(2) "Que Choisir" n° 270, mars 1991.

BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF...

■ **En 1991 le médiateur a résolu 12.000 cas sur 30.000 présentés, 32% de plus qu'en 1990, selon le rapport que Paul Legatte a remis au président de la République avant la fin de ses fonctions. Son successeur, Jacques Pelletier, devra relever ce défi.**

■ La saisine du médiateur élargie. Les personnes morales (associations de consommateurs ou caritatives, collectivités locales...) pourront désormais le saisir pour le compte d'un particulier. Mais il faut toujours passer par le relais d'un parlementaire.

■ **Orlyval n'a pas fait le plein de voyageurs espéré. De nouveaux tarifs moins élevés sont envisagés.**

■ Le Conseil national de l'habitat vient de présenter au ministère du Logement un rapport sur la copropriété. Il concerne 4 millions de logements : Il faut adapter les textes à la réalité.

■ **La SNCF a augmenté les tarifs d'enregistrement des bagages de près de 80%. Pour une valise, le prix passe de 50 à 90 F.**

■ L'Union fédérale des consommateurs publie un nouveau "Que Choisir pratique", "Acheter un logement", 46 F.

■ **Les états généraux de la médiation auront lieu à Grenoble, les 10 et 11 avril. Rens : Institut national d'aide aux victimes et de médiation. ☎ 45.88.19.00**

■ Interdire les chlorofluocarbones (CFC) dès 1995. Les Douze sont d'accord pour préserver la couche d'ozone. Les CFC sont toujours employés dans les aérosols, les climatiseurs, les réfrigérateurs...

■ **Une pièce de 20 F à l'automne. Bicolore, elle sera à l'image du mont Saint-Michel.**

■ Jacques Beslin est nommé directeur de la certification de l'Association française de normalisation. Il est chargé de la gestion et du développement de la marque NF. En compagnie du député du Jura Alain Brune, il a piloté une mission sur le futur label NF-Environnement et les premiers produits certifiés devraient sortir prochainement.

PETITES ANNONCES
☎ 45.56.78.57

EMPLOI

13701
J.f. 32 ans, maîtrise en droit et DU gestion du personnel, 4 ans exp. en conseil formation et recrutement, *recherche poste* DANS UN SERVICE RESSOURCES HUMAINES, entreprise ou collectivité locale, **Gard ou région**
☎ 66.23.18.74

13702
Infirmière D.E., 20 ans exp. en secteur libéral, recherche POSTE DE COORDINATRICE, Paris ou R.P., dans dispensaire ou fonction d'encadrement dans structure d'accueil pour personnes âgées.
☎ 44.58.11.83

Jean-Arthur Clotaire, baron de Petdechèvre,
à son épouse restée sur ses terres

Lettre à
...

Ma douce,

Un révolutionnaire des contrées d'Orient avait dit autrefois : "Le communisme, c'est les Soviets plus l'électricité." Plus tard, pastichant le révolutionnaire que je vous disais, un humoriste ajoutait : "Le chevalier Jean-Marie de la Teigne, c'est l'Algérie plus l'électricité." Faudra-t-il dire, demain : "Le chevalier Jean-Marie de la Teigne, c'est la France plus le gaz" ? Et, ma douce, ce gaz-là n'est point un détail, car lorsqu'on lit les libelles que le parti du chevalier publie en ce moment, il se dégage de ces pages une odeur autrement dérangeante que celle qui gênait les narines du Maire, qui les a fort sensibles.

Toute la pensée du chevalier de la Teigne est réglée sur sa grand'peur de l'étranger, ce galeux, ce pelé dont viendrait tout le mal. Il imagine de leur interdire tout bonnement l'entrée du territoire. Voilà qu'il veut créer des sortes d'octrois et demander aux frontières des cautions de 100.000 francs. Oui, vous avez bien lu. Et où iront les gentils voyageurs du Japon, des Etats-Unis, des Indes occidentales, que prisent tant nos boutiquiers et nos aubergistes ? Chez nos voisins, bien sûr. Et ce n'est point assez de voyageurs, le chevalier veut s'attaquer aux étrangers qui vivent ici. Voilà qu'il veut taxer leur travail. La belle idée ! Espère-t-il vraiment régler les troubles des banlieues en chassant les honnêtes journaliers qui, depuis des lustres, construisent nos grands chemins, nos voitures et nos maisons ? Mais il va plus loin encore et veut s'en prendre aux étrangers qui sont devenus français. Lui qui ne parle que de France, et d'honneur, voilà qu'il veut manquer à la parole d'honneur de la France et rejeter de céans ceux naturalisés depuis près de vingt ans. Pourquoi n'exige-t-il pas les certificats de baptême des ancêtres de chacun, comme on le fit en des temps pas si lointains ? A ce compte, qui restera "français" si l'on remonte ainsi dans le temps ? Il appelle cela le "droit du sang". Ah, le sang ! Comme il semble l'aimer, ce mot ! A croire qu'il s'en nourrit !

Mais on sait bien que le chevalier Jean-Marie de la Teigne ne songe qu'aux barbaresques venus des Afriques. Son acolyte, le sieur Brunet Négro, demande l'abrogation des lois qu'il appelle "liberticides". Mais il ne s'agit que de la liberté de l'antisémitisme et du racisme. Comment trouver là raison ? Ces gens-là sont comme des tambours : ils ne résonnent que si on leur tape dessus. Vous voyez, ma douce, quelle musique ils nous promettent si par malheur, demain... mais cela ne sera point.

J'espère que ma lettre vous trouvera d'aussi bonne disposition que je suis.



VIRGIL TANASE

Des querelles byzantines

On en arrive à une contradiction qui nous fait concevoir et décrire la société libérale capitaliste dans les termes d'une pensée dont on constate, par ailleurs, l'échec.

Il faut, parfois, écrire sur les livres qu'on n'aime pas. Surtout s'ils sont dans l'air du temps et qu'une notoriété fabriquée nous pousse à leur accorder un crédit immérité. Auteur, il y a quelques années, d'un article qui le rendit célèbre grâce à une formule choc, *"La Fin de l'histoire"*, Francis Fukuyama s'est senti obligé d'aller plus loin dans un ouvrage publié aujourd'hui en français, *"La Fin de l'histoire et le dernier homme" (1)*. Certes, il ne s'agit guère de l'interruption de cette série d'événements que nous nommons l'histoire. Fukuyama s'en explique.

La fin de l'histoire, c'est simplement l'achèvement d'une quête d'idéal social et politique ; dorénavant, nous allons œuvrer dans le détail, occupés uniquement à peaufiner cette société occidentale libérale et démocratique qui semble être venue à bout des autres projet. Fukuyama se trouve des devanciers dans Hegel -qui construisait un système logique conduisant à l'idée d'un Etat théorique idéal- et dans Marx. Il oublie seulement de mentionner que ce dernier reprochait à Hegel, justement, de clore l'histoire, tout en tombant dans le même piège, comme tout philosophe cohérent depuis Platon. Fukuyama oublie également de prendre en compte la notion même de capitalisme, redevable, en grande partie, aux analyses de Marx. On arrive ainsi à une contradiction qui nous fait décrire la société libérale capitaliste dans les termes d'une pensée dont on constate, par ailleurs, l'échec.

Pour ce qui est de la démocratie, Fukuyama s'appuie sur une notion tout aussi incertaine : la reconnaissance. "Chaque citoyen reconnaît la dignité et l'humanité de tout autre citoyen ; cette dignité est reconnue à son tour par l'Etat grâce à la reconnaissance de certains droits."

Ce n'est pas sérieux. Le lecteur comprend dès les premières pages que Fukuyama, espèce de conseiller du département d'Etat américain, est un de ces auteurs du dimanche, sans rigueur, qui avancent par confusions, qui ne tiennent debout que grâce à l'innocence avec laquelle ils manipulent les notions et les idées.

Je suis tenté de répondre à la sérénité avec laquelle Fukuyama constate l'effondrement du système communiste et la victoire du libéralisme des démocraties occidentales avec un autre livre que je n'aime pas. *"Byzance après Byzance" (2)* est le dernier ouvrage de Nicolas Iorga, historien roumain, assassiné par les fascistes en 1940. Intelligence vive, trop vive, encyclopédique, Nicolas Iorga écrivait beaucoup et vite, remplissant les pages avec des références et des indications bibliographiques beaucoup plus nombreuses que ses idées. Les arbres cachent souvent la forêt dans cet essai, où il est question de la survie des valeurs byzantines après la disparition de l'Empire. Pour Iorga, Byzance continue jusqu'aux révolutions nationales du siècle passé : "Ce fut, à l'aube du XIXe siècle, la mort de Byzance. Elle avait survécu à la forme impériale chrétienne presque quatre siècles après avoir survécu mille ans à la forme première romaine."

Un empire s'effondre-t-il sans laisser de traces ? Le communisme, au nom duquel tant de luttes ont été menées dans nos sociétés libérales, n'a-t-il point déteint sur nos relations sociales ? Les graines qui ont conduit au désastre ailleurs ne germent-elles pas, d'une autre façon, dans une terre plus fertile qui les réchauffe pour une éclosion imprévisible et heureuse ? Difficile de le savoir. Mais je parie que l'histoire n'est pas aussi régulière qu'un jeu de Monopoly.



▲ *Francis Fukuyama, un de ces auteurs du dimanche, sans rigueur, qui avance par confusions.*

(1) Flammarion, 452 p., 140 F.
(2) Balland, 312 p., 119 F.

le génie du Chat Noir

"Le génie de Salis a été de concevoir son cabaret ni comme un cénacle dépendant d'un quelconque mouvement littéraire ou artistique, ni comme un café politique qui aurait été surveillé par la police, mais d'en faire un cabaret artistique. Ainsi, il a créé le genre nouveau que le public attendait", relève Mariel Oberthür dans sa présentation du Chat Noir, remarquable exposition-dossier présentée au musée d'Orsay en marge de la grande rétrospective Toulouse-Lautrec du Grand Palais.

Certes, le cher Henri n'a pas magnifié ce haut-lieu de la butte Montmartre, ses artistes n'ont pas bénéficié de son trait, mais qu'importe ! Le Chat Noir appartient aux mythes de cette Belle Epoque si dure aux misérieux et à ceux qui travaillaient dix à douze heures par jour. Cabaret, théâtre d'ombres, journal, le Chat Noir retrouve ses charmes, ses mystères, son ton d'impertinence et de drôlerie sous les verrières d'Orsay.

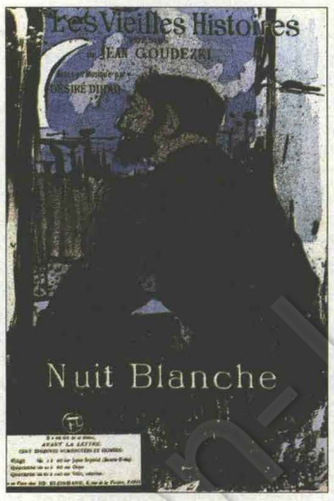
Caran d'Ache, Steinlein, Lucien Pissarro, Albert Robida, Willette, Gustave Eiffel (celui de la tour), Alphonse Allais, Claude Debussy, Erik Satie, Willy, Félix Fénéon (considérable critique d'art), Maurice Donnay (il achèvera ses jours académicien français), Charles Cros, Paul Delmet, Aristide Bruant, Xanrof et de nombreux autres participent à l'aventure.

Qu'en reste-t-il ? Un esprit, le souffle des délicates effluves de l'anarchie du temps, plus intellectuelle qu'active. On imagine mal Salis, devenu châtelain en Vexin, se lancer dans de douteuses opérations de "reprise individuelle" sur ses clients fortunés. Le maître des lieux veille à la bonne marche de ses affaires avec un sens aigu de l'économie. Nul artiste ne fait fortune chez lui. Ne doit-il pas déjà se sentir honoré de figurer sur ses programmes ?

L'entreprise durera de 1881 à 1897. Salis mort, on liquide. La légende du Chat Noir peut naître et se développer...

P.Y.

Musée d'Orsay, → 24 mai. Sauf lundi. ☎ 45.49.11.11



▲ *Rodolphe Salis.*

un Minotaure à Grenoble

La compagnie Théâtre Action, fondée en 1972 à Grenoble, ne cesse d'affirmer sa personnalité.

A sa tête, Renata Scant et François Garnier ont, au cours des années, donné naissance à une trentaine de créations originales. Fables contemporaines, drames sociaux, histoires quotidiennes, théâtre musical et contes pour enfants y alternent.

Les deux animateurs ont la volonté de rencontrer un public très diversifié. Des adaptions d'œuvres du patrimoine, de Racine, Beaumarchais ou Voltaire et des auteurs contemporains français ou étrangers, sont aussi au programme.

Est actuellement à l'affiche : "Le Minotaure", un scénario de Renata Scant. "Ce spectacle est conçu comme un film, dit-elle. Je souhaite, présenter un nouveau langage théâtral, visuel, émotif, et qui puisse toucher tous les publics."

N.A.

Théâtre Action, 8 rue Pierre-Duclos, Grenoble. → 29 mars. ☎ 76.44.60.92

CINEMA

"Les Nerfs à vif"

Premier vrai thriller de Martin Scorsese, mais septième collaboration avec son acteur préféré, Robert de Niro. "Remake" d'un classique du genre, réalisé en 1962 avec Robert Mitchum et Gregory Peck, qu'on retrouve ici, clin d'œil du metteur en scène, dans des rôles secondaires.

Après 14 ans de cellule, Max Cady (R. de Niro) sort de prison et terrorise son ex-avocat, responsable de sa détention, et sa famille. De Niro nous avait déjà accoutumé aux rôles violents depuis "Taxi driver" et "Raging Bull". Mais ici, le corps couvert de tatouages (que pouvait-il faire d'autre en prison ?), il explose véritablement. Passant de la douceur perverse avec la jeune fille, l'exquise Juliette Lewis, aux pires déchaînements sadiques contre les parents de celle-ci (Nick Nolte et Jessica Lange).

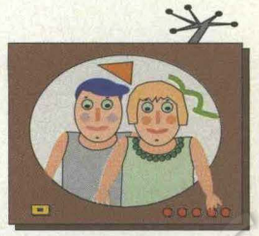


Pour Scorsese, ce virtuose de l'angoisse, tous les moyens sont bons pour intimider le spectateur. Travellings avant ou zooms ultra-rapides, personnages se précipitant à toute vitesse sur l'objectif, ponctuation sonore violente et montage spectaculaire. Toute la syntaxe du cinéma, qu'il connaît sur le bout des doigts, est ainsi utilisée.

Outre la violence, Scorsese évolue avec délices sur un autre registre, celui de la morale. Il n'est question que de Dieu et du diable, de justice humaine et divine, citations du Livre de Job à l'appui, et de rédemption par la destruction de cette famille, en apparence heureuse. Car, paradoxe, ici, c'est le méchant qui est dans son droit et revient se faire justice. Efficace ? Manipulateur ? Puritain ? Chacun jugera !

C.P.

◀ *Robert de Niro.*



TV

SONDES

Phénomène à la fois familier et obscur, le sondage agace, étonne ou conforte.

L'engouement qu'il suscite n'a d'égal que la méfiance qu'il inspire. Près de la moitié des Français ont été, un jour, interviewés et l'on sourit au propos de G. Gallup déclarant que ses contemporains avaient autant de chance d'être sondés que foudroyés.

Les périodes pré-électorales voient se multiplier les sondages.

Les quatre mousquetaires réunis sur le plateau de La 5, lundi 9 mars, Jérôme Jaffré (SOFRES), Jean-Luc Parodi (IFOP), Roland Cayrol (CSA) et Michel Brulé (BVA), après avoir noté que les régionales étaient moins propices à l'éclosion des sondages que des législatives ou des présidentielles, ont tenté de démythifier ces approximations scientifiquement établies.

Le vote est secret, anonyme et muet, formidable paradoxe qui rend opaque l'expression de la démocratie. Même si l'on sait qu'entre l'intention de vote et le passage à l'acte peuvent exister des variations, -stratégie ou réflexe de dernière minute-, le sondage fournit des indicateurs de tendance, et permet surtout d'expliquer le vote. Survalorisés, au point d'en faire le référent, lors des résultats effectifs, ou rabaissés au niveau d'un simple concours de pronostics, les politiciens qui, pourtant , les commandent, prétendent superbement les ignorer.

Suspectée d'influencer le vote, leur publication est interdite la semaine précédant l'élection, comme si le citoyen devait être tenu dans une ignorante innocence.

Le sondage intrigue. Comment, en questionnant mille personnes, obtient-on la projection du vote de 38 millions d'électeurs ? Perplexe sur la possibilité de savoir ce que pensent les gens, persuadé que l'autre ment souvent, le sondé ne peut cacher sa satisfaction d'être invité à donner son avis.

Technique de questionnement, mécanisme des quotas, correction des résultats bruts, pour débusquer les dissimulations que l'anonymat du téléphone ne permet pas seul de neutraliser. Après ces explications destinées à rendre moins magique le sondage, J.-F. Kahn et F.-O. Giesbert, duettistes aux passes attendues, étaient censés éclairer les estimations de leurs commentaires. La joute se résuma à rejeter la responsabilité de la montée du FN sur les socialos pour l'un et sur la décomposition de la société française pour l'autre, à noter que la scène politique est peuplée de vieilles lunes, et à discuter sur les mérites comparés de la proportionnelle et du scrutin majoritaire. Hors sujet.

F.L.

FESTIVALS EN TOUS GENRES

jazz : Banlieues bleues

Chaque année à la même époque, c'est la même chose avec le festival Banlieues Bleues. On ne sait plus où donner de l'oreille et de l'œil. Doit-on suivre Randy Weston dans sa quête africaine avec ses percussionnistes marocains ? Ou bien retrouver l'esprit de ses ancêtres dans le sabar (tambour africain) de Doudou N'Diaye Rose ?
Evénements de cette neuvième édition : l'ouverture, le 20 mars, avec le pianiste Chick Corea et son Elektric Band, puis le Trumpet Summit du lendemain, avec Dizzy Gillespie, comme héros d'une soirée où se bousculera la fine fleur de la trompette be-bop de demain, Roy Hargrove, Marlon Jordan, Jon Faddis... Formation inattendue : le duo Yves Robert (trombone) et George Appaix (danse) et un autre duo, Richard Galliano (accordéon) Ron Carter (contrebasse), auront de quoi surprendre.
Pour les fêtards du jazz, le carnaval du samedi 5 avril, à Sevran, s'impose. Rendez-vous avec Doudou N'Diaye Rose, la compagnie Lubat, le Baron Samedi, Henri Texier et le bagad de Quimperlé et la fanfare de Banlieues Bleues.
Ceux qui craquent pour les saxos funks apprécieront Manu Dibango & Soul Makossa band le 3 avril, à La Courneuve ou Maceo Parker & Roots Revisited, le 11, à Bagnolet.
Pour les nostalgiques, hommages, les 24 et 26 mars, rendus par Christian Escoudé et Cyril Lefebvre à Django Reinhardt à Pierrefitte et Albert Ayler à Pantin. Et puis, encore, les participations d'Al di Meola, le 30, à Montreuil ; Sunny Murray, les 7 et 8 avril, à Bagnolet ; Max Roach, le 9, à Epinay ; Charlie Haden, le 16, à Aubervilliers ou Ornette Coleman qui clôturera, le 25 à Bobigny, ce festival copieux.

F.T

Jazz en Seine-Saint-Denis, Banlieues Bleues, 20/3 → 25/4. ☎ 43.85.66.00



▲ *Chick Corea (lunettes) et son Elektric Band.*

chansons : "Chantons-là"

Premier d'une série que l'on espère très longue, le festival "Chantons-là" sera l'occasion pour les Montpelliérains, d'apprécier les jeunes talents de la chanson française au théâtre Lakanal.
Après un hommage au régional de l'étape, Bobby Lapointe, avec les Transports Lapointe (23 et 24) et le trio à Lapointe (27), on entendra le trio jazz de Charles Tyler (28-29), puis la voix sépulcrale d'Antoine Tomé dont les chansons "Jolly Jumper", "Je suis venu...", "Eternité", sont des petits bijoux dans la lignée des Capdevielle et Coutin.
Gravitant autour du théâtre Lakanal, Elisabeth Caumont swingueuse facétieuse chantera au Sax'aphone. Tandis que la Compagnie somnambule, Antoine Tomé (bis) et Morice Benin occuperont, avec légendes et chansons, vos chérubins dès l'âge de deux ans, au théâtre du Grify. De quoi satisfaire petits et grands.

F.T

→ 31/3. ☎ 67.79.65.51



◀ *Antoine Tomé.*

■ POCHOTHEQUE ■

***"Les Quarante-huitards"**, par Maurice Agulhon (Folio). Une révolution manquée analysée avec subtilité.*

***"L'Aventure de l'Encyclopédie"**, par Robert Darnton (Points-Histoire). Le livre de référence. A lire et relire.*

***"Les Affinités électives"**, par Goethe (GF Flammarion). Le chef-d'œuvre de l'auteur ? Sans doute.*

***"La Destruction des juifs d'Europe"**, (Folio). Deux volumes fondamentaux sur le génocide.*

***"Le Creuset français"**, par Gérard Noiriel (Points-Histoire). Une histoire de l'immigration aux XIXe et XXe siècles.*

***"La Colline oubliée"**, par Mouloud Mammeri (Folio). La fin de l'ordre colonial au seuil de la Seconde Guerre.*

***"Histoire générale du XXe siècle"**, par Bernard Droz et Anthony Rowley (Points-Histoire). Réussite de ce projet ambitieux.*

P.Y.

... EN BREF...

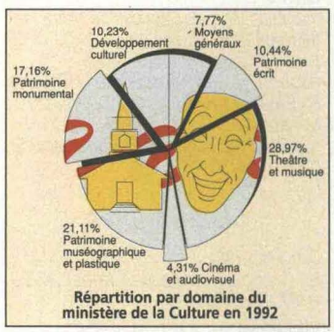
■ **356 minutes par jour par Français de plus de 15 ans, sont consacrées aux médias. TV, 199 minutes ; radio, 120 ; presse, 37. (CESP)**

■ L'analphabétisme touche plus de 100 millions d'Arabes sur 230, malgré les efforts des gouvernements et des organisations internationales. Il y a 950 millions d'analphabètes dans le monde entier (UNESCO).

■ **Zydeco et blues (27 et 28/3), à Limoges, avec L.-C. Donatto et le Zydeco band, Big Boy Henry et Richard Ray Farrell, puis une demi-douzaine de bluesmen de la côte Ouest dont le guitariste slide Ron Thompson. Salle John-Lennon. Places : 70 / 100 F. ☎ 55.06.24.83**

1% pour la culture

Le budget de l'Etat pour la culture est tout près de l'objectif de 1% du budget total. Les crédits pour l'année en cours s'élèvent à 12,9 milliards de F (866 millions de plus qu'en 1991) et représentent 0,98% du budget général. La progression de 4,2% du budget de la culture, d'une année sur l'autre, est donc supérieure à celle de l'ensemble des dépenses de l'Etat (3,1%), ce qui traduit la priorité dont il bénéficie cette année encore.
Sur la période 1981-1991, le total cumulé du budget de la culture s'est élevé à 111,2 milliards (en F 1991), soit deux fois plus que pendant la décennie 1971-1981 : 5 milliards (en F 1991).



Répartition par domaine du ministère de la Culture en 1992

La part des dépenses consacrées aux régions autres que l'Ile-de-France dépasse les 50% pour la première fois (1981, 34% ; 1986, 42% ; 1991, 49%).

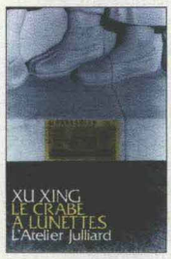
J.G.

© Fondation Jean Jaurès

post-scriptum

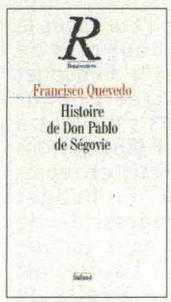


XU XING
"Le Crabe à lunettes"



Xu Xing est le plus moderne des écrivains chinois connu en Occident. Non pas tellement à cause de son âge (34 ans) que pour son inspiration et la manière dont il témoigne.
De même que l'on a pu parler, en Occident, d'une littérature post-soixante-huitarde, voici un écrivain chinois post-tien-an-menien. Cinq nouvelles : des narrateurs, jeunes, qui soliloquent, à la recherche d'eux-mêmes et des autres. Sans spleen, mais sans enthousiasme. Sans angoisse, mais sans but. Une tranquillité désabusée. L'avenir reste lumineux alors que le présent se trouve comme détaché. Et, toujours, la réalité, éloquemment décrite.
Julliard, 224 p., 110 F.

FRANCISCO QUEVEDO
"Histoire de Don Pablo de Ségovie"



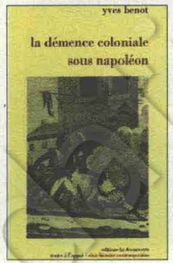
Francisco Gomez de Quevedo (1580-1645) fut pleinement un homme de son temps : théologien, agent secret, philosophe, homme politique, aventurier et écrivain en tous genres : poésie, théâtre, religion, politique, critique, et roman.
Cette "Histoire de Don Pablo de Ségovie" est l'aboutissement du roman picaresque espagnol.
Le "picaro", par opposition à l'hidalgo -sorte de héros-, est un personnage salace contraint à la duplicité. Mais, ici, Pablo épouse si facilement ses conditions occasionnelles de voleur, tricheur, escroc et même souteneur que l'on se demande si sa seconde nature n'est pas la véritable. Dans la traduction très drue de Restif de la Bretonne.
Balland, 226 p., 76 F.

DOMINIQUE COLAS
"Le Glaive et le fléau"



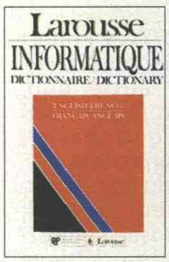
Dominique Colas, qui enseigne les sciences politiques à Paris-Dauphine, ouvre, dans ce livre, un immense champ de réflexion sur l'immémorial et constant rapport (de forces) entre les idées en marche -fanatisme inclus- et l'organisation politique des sociétés.
Sous-titre de l'ouvrage : "Généalogie du fanatisme et de la société civile". "Fanatique" date de la Réforme. Luther et Calvin l'appliquèrent à ceux qui voulaient détruire la société civile pour instaurer le royaume de Dieu. Fanatisme et société civile ont souvent changé de sens au cours des siècles. La question se pose aujourd'hui sous la forme de la contradiction entre l'Etat de droit et le totalitarisme.
Grasset, 386 p., 135 F.

YVES BENOT
"La Démence coloniale sous Napoléon"



Napoléon avait une volonté bien arrêtée d'expansion coloniale. Le traité de Paris (1763), puis la Révolution, avaient démantelé le premier empire colonial français. Et sans discernement, l'Empereur se lança dans une série d'expéditions généralement malheureuses, souvent déshonorantes (rétablissement de l'esclavage et de la traite, massacres) à travers le monde : Antilles, Afrique noire, Algérie, Egypte, Inde et même Java).
Yves Benot, pour qui cette politique est démente, montre, en contre-point, le mouvement des idées généré par cette fièvre expansionniste. Idées antiescalavagistes et anticolonialistes, ainsi que la formation d'une idéologie raciste.
La Découverte, 412 p., 160 F.

Dictionnaire informatique



A l'heure actuelle, une personne active sur trois se sert, peu ou prou, d'ordinateurs dans sa vie professionnelle. Une courbe ascendante, bien sûr.
L'informatique est le cheval de Troie de la langue anglaise. Dans ce dictionnaire anglais-français et français-anglais, 30.000 mots, exemples et expressions trouvent leur traduction (mon fils est devenu un véritable infomaniaque : my son has turned into a real terminal junky).
Larousse, 326 p., 145 F.



MAHLER
Symphonie n° 9



Bernstein n'a dirigé l'Orchestre philharmonique de Berlin qu'une seule fois. Le chef titulaire en était Karajan, lequel n'aimait guère Bernstein. Il ne lui céda la baguette que parce que ce concert était donné en faveur d'Amnesty International.
La rencontre d'un tel orchestre et d'un chef comme Leonard Bernstein est un événement. En voici l'enregistrement, inédit. Avec cette ultime symphonie de Mahler, profondément humaine, violente et audacieuse. Bernstein l'aborde comme l'adieu de Mahler à toute chose. Les célébrissimes cordes berlinoises font merveille dans l'implacable adagio final, là où l'espoir est perdu.
Deutsche Gramophon, 2 CD, 435378, 82', 250 F.

Rodrigo à Aranjuez



C'est à Joaquin Rodrigo (né en 1902) que l'on doit la remise à l'honneur de la guitare auparavant tenue pour un instrument populaire, ayant sa place exclusive dans le flamenco. Mais les progrès de la lutherie multiplièrent les possibilités de la guitare. Il restait à lui donner un répertoire.
Rodrigo travailla avec les deux compositeurs les plus exigeants du début du siècle : Paul Dukas et Manuel de Falla -par souci de perfection, ils n'ont laissé l'un et l'autre qu'une quinzaine d'œuvres. Les plus caractéristiques de ses compositions sont ici rassemblées : le concerto d'Aranjuez, bien sûr, mais plus encore la "Fantaisie pour un gentilhomme" qui allie virtuosité, flamenco et classicisme.
Erato, 47743, 62'48", env. 125 F.

BOBBY MC FERRIN ET CHICK COREA
"Play"



Démoniaque, stupéfiant, génial, ou divin ? Usons de ces qualificatifs sans crainte. Ce duo, à n'en pas douter, fera date dans l'histoire du jazz. Chick Corea au piano, Bobby Mc Ferrin au chant mènent le public de New York et de Vienne (Virginie) à la baguette de leur humour ("Autumn leaves") ou de leur inspiration ("Even from me").
L'interprétation de "Spain" par son auteur, C. Corea, et Mc Ferrin, relègue celle d'Al Jarreau aux oubliettes du scat, n'en déplaise à cet autre disciple de Jon Hendricks, maître du genre. Incroyables d'aisance, d'habileté dans leurs improvisations, les dialogues de ces deux complices sont dé-lec-tables.
Blue Note CDP, 795477, 49' 59", env. 125 F.

GINO VANNELLI
"Live"



Messieurs, surveillez vos dames : Gino Vannelli, voix tantôt miel, tantôt rock, gueule mi-ange, mi-démon, muscles plein le débardeur, est de retour avec un album "live" retraçant sa tournée canadienne de 1990 et vingt années de carrière outre-Atlantique. On y retrouve tous ses succès : "Brother to brother", "Black Cars" et la ballade sentimentalo-rock "Hurts to be in love".
Ne serait-ce son pop-rock efficace, ce type, à qui tout réussit, a également tout pour faire des envieux.
Dreyfus/Polygram, 191035, 65'40", env. 135 F.

Agenda

Théâtre

CAEN
"Fantasio" et "Les Caprices de Marianne" (Musset) 24→ 27. Théâtre. ☎ 31.30.76.00
LILLE
"Doublage" (M. Vittoz) Nell. Théâtre R. Salengro, → 18/4. ☎ 20.40.10.20
MARSEILLE
"Le Sas" (M. Azama). Théâtre Lenche, 24→ 28. ☎ 91.91.52.22

Jazz-variétés

COLOMBES (92)
S. Grappelli. Salle des fêtes, 27/28. ☎ 47.81.69.02
DUNKERQUE
M. et T. Petrucciani. Théâtre. 27. ☎ 28.21.10.10
GENNEVILLIERS (92)
A. Sundy. Agnettes, 29. ☎ 47.99.55.47
PARIS
R. Urtreger. Montana, 21, 27 et 28. ☎ 45.48.93.08
B. Wilen quartet. Petit Opportun, 24→ 26. ☎ 42.36.01.36
J. Scofield/J. Lovano. TLP Déjazet, 22. ☎ 42.74.20.50
SARREGUEMINES
E. Lelann/C. Alvin-Harley-Arvanitas. Casino, 28. ☎ 87.98.52.32
LES ULIS
M. Petrucciani, 25 ; G. Gil, 28. Boris Vian. ☎ 69.07.65.53
***C. Trenet** : ATHIS-MONS, 28. ☎ 60.48.46.18*
***T. Maria** : EPERNAY, 21 ; SAINT-OMER, 27 ; LE HAVRE, 28 ; PARIS (Déjazet), 29.*
***B. Lavilliers** : REIMS, 21 ; BRUXELLES, 24 ; NANCY, 25 ; DIJON, 26 ; SAINT-ETIENNE, 27 ; GRENOBLE, 28.*

Cinéma

CHAMROUSSE (38)
Humour, 23→ 28. ☎ 76.89.96.17
DOMPIERRE-SUR-BESBRE (03)
Nature, 26→ 29. ☎ 70.34.57.25
EGUILLES (13)
Courts métrages, 27→ 29 . ☎ 42.92.34.23
REIMS
Rencontres européennes de TV, 25→ 29. ☎ 26.82.49.49

Classique

ANTIBES
M.-C Alain, orgue. Cathédrale, 22, 15h30. ☎ 93.34.56.64
AUTUN
M.-A. Estrella, piano. Théâtre, 27, 20h30. ☎ 85.86.20.00
CLERMONT-FERRAND
C. Bartoli, mezzo (Rossini). Palais des Congrès, 27, 20h. ☎ 73.35.50.10
PARIS
• C. Gasdia, soprano. TCE, 22, 20h30
• A. Fischer, piano. Pleyel, 25, 20h30. ☎ 45.61.06.30
• "Requiem" (Verdi). O.N. Bordeaux-Aquitaine, dir. Lombard. Chaillot, 22, 15h. ☎ 47.27.81.15
STRASBOURG
Orch. XVIIIe siècle, F. Brüggen. P. Musique, 27, 20h30. ☎ 88.32.43.10

PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat (livres - classique)
avec Nicole André (théâtre)
Françoise Lorrain (télévision - enquête)
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)
Pierre Ysmal (poches)

MYUNG-WHUN CHUNG

C'est par celui que l'on n'attendait pas que le succès de l'Opéra-Bastille va venir. Le public parisien l'a adopté. Ses musiciens l'aiment, le respectent et le suivent. Lucide, enthousiaste, volontaire, grand chef d'orchestre, il n'hésite pas, pour lui, pour l'Opéra-Bastille et pour le public, à prendre rendez-vous avec la réussite.

Peut-on dire que vous êtes en train de réconcilier les Parisiens avec leur Opéra ?
Les Parisiens sont comme tous les publics. Si on leur montre des spectacles de qualité, ils viendront. Jusqu'ici, cela n'avait pas été possible. Les deux premières années, nous avons rencontré beaucoup de difficultés. Administrativement, politiquement, techniquement... Nous sommes en train de les résoudre et nous avons montré, avec "Lady Macbeth", de Chostakovitch, une partie des possibilités techniques de la salle...

A présent, lorsque vous arrivez dans la fosse d'orchestre, l'accueil du public montre combien il vous encourage...
Oui. Je l'éprouve très fortement. Dès notre première saison, cela m'a vraiment beaucoup aidé. Il y a un esprit très positif dans le public. Il avait trop souffert de toutes les difficultés du départ et les musiciens aussi. Les musiciens surtout.
Ici, ils ont vécu des années d'incertitude, de changements. Aujourd'hui encore, l'orchestre doit jouer dans deux maisons, la nouvelle et l'ancienne -Bastille et Garnier- en même temps. Alors, il faut pratiquement tout le temps deux équipes différentes, bien qu'ils ne soient pas assez nombreux. Avec 147 musiciens, de nombreux supplémentaires sont nécessaires. Mais, pour "Lady Macbeth", il fallait 115 musiciens rien que pour la Bastille.

Autrement dit, ces jours-là, vous ne pouviez pas afficher dans les deux salles.
Au contraire. En même temps, il y avait autre chose à Garnier. Nous avons fonctionné toute la saison avec 10 à 25% de supplémentaires. Je n'ai jamais eu un orchestre avec 100% de titulaires.

Que répond votre administration lorsque vous dites que ce n'est pas acceptable ?
Ce n'est pas acceptable pour l'avenir. Nous l'avons fait parce qu'il fallait lancer les deux maisons. Mais, sur un plan purement musical, ce n'est pas du tout acceptable. Il faut trouver une solution. Si l'on veut continuer dans les deux salles, il faudra arriver à une grande formation à partir de laquelle on pourra constituer, selon les besoins de la programmation, deux équipes.

N'est-ce pas la meilleure solution puisque les répertoires -opéra à Bastille, danse à Garnier- ne sont pas les mêmes ?
Si. Mais personne dans l'orchestre ne veut jouer seulement du ballet. Parce que, malheureusement, un orchestre qui joue trop de ballet ne peut pas maintenir la qualité.



Il faut ouvrir l'Opéra, vraiment. C'est cela l'opéra populaire. Avec des spectacles de la plus grande qualité.

C'est impossible. Si on joue quinze fois "Gisèle", vingt fois "Bayadère", c'est impossible. On peut jouer un certain nombre de ballets si c'est bien équilibré avec de l'opéra.

Que pensez-vous de l'idée d'Opéra populaire ? Est-elle bonne ? Est-elle praticable ?
Elle est praticable. Mais, malheureusement, parce que l'opéra coûte très cher, le gouvernement doit être prêt à soutenir cette idée s'il veut vraiment créer un Opéra populaire. Parce qu'une chose est sûre, c'est qu'on ne peut pas réduire le prix de revient des productions. Une production comme "Lady Macbeth" coûte extrêmement cher.
A l'appui de cette idée d'Opéra populaire, il faut bien savoir, en effet, que la meilleure des dix soirées de "Lady Macbeth" a été celle où on avait ouvert la salle à mille places à 50 F. Il faut savoir aussi que, même s'il est élevé, le prix des places à la Bastille est inférieur à celui des autres opéras, à Vienne, Munich et même Covent Garden.
Mais, il en a toujours été de même pour tous les grands travaux, comme l'Arc de triomphe ou la tour Eiffel. Au début, il y avait des gens qui disaient : pourquoi tout ça ? Maintenant, on ne peut plus imaginer Paris sans la tour Eiffel.

Quelle serait la programmation idéale de cet Opéra populaire ?
Alors, ici, il faut bien préciser. Le projet Bastille ce n'est pas seulement la grande salle. Pour moi, elle a toujours été très liée avec la salle modulable. A l'heure actuelle, la salle modulable n'est pas terminée pour des raisons financières. Mais le jour où elle le sera, on y verra beaucoup de nouveautés artistiquement très intéressantes. Et c'est dans la grande salle que l'on servira le grand public. Cela est sûr.
Il faut ouvrir la maison, vraiment. C'est cela l'idée de l'Opéra populaire. C'est très très simple : c'est un opéra qui est plus ouvert au public. C'est tout. Ce n'est pas un choix de répertoire. Par exemple, dix fois, on a donné "Lady Macbeth", qui n'est pas exactement l'idée que l'on a d'un répertoire populaire. La salle était pleine à 100%. Quand les spectacles sont bien faits et intéressants, les gens viennent. Alors, il faut présenter une certaine qualité. C'est tout.

Comment éviter que ce qui est fait à Paris ne le soit au détriment des autres régions ?
Trop de choses à Paris, oui, c'est difficile, parfois, à comprendre. Mais je pense que c'est nécessaire parce que l'on met toujours la meilleure chose en vitrine. Une comparaison. Dans mon expérience personnelle, chaque fois que j'ai acheté une maison -je l'ai fait trois fois dans ma vie- c'était trop cher. Mais une fois que la décision est prise, on fait ensuite davantage d'efforts. Et, au bout du compte, on voit que c'était une bonne décision. Il y a un effet d'entraînement.
Donc, pour nous, ici, c'est très très simple. Il faut absolument réussir et réussir très bien. Pas assez bien, mais très bien. Alors, toutes les questions disparaîtront. Parce que si on me demande : est-ce que ça vaut la peine ? je répondrai par une autre question. Imaginez que, dans quelques années, l'on assiste à une grande réussite. Alors, est-ce que c'était nécessaire ? Est-ce que cela valait la peine de vraiment... ? Oui. La réponse est oui. On a peur de prendre le risque. Même les musiciens ont eu peur jusqu'à maintenant. A présent, ils commencent à croire que ça peut réussir.

Propos recueillis par J.G.

Vendredi

45.56.78.56 / 78.57

LES BALLETS JAZZ ART

Espace culturel du Pin Galant, Mérignac, le 3 avril

Danse contemporaine et danse jazz, par une compagnie de danseurs passionnés, dotés d'une technique prodigieuse.

Le Pin Galant et "Vendredi" offrent 10 places à nos abonnés.

3èmes RENCONTRES CINEMATOGRAPHIQUES DE SALON-DE-PROVENCE

Du 7 au 14 avril

"Regards sur notre monde : l'Europe", tel est le thème de cette troisième édition d'un festival résolument tourné vers le cinéma d'ailleurs.

30 invitations pour nos abonnés, sur l'ensemble de la programmation.



LE SPORT AU BOUT DU PINCEAU

Dijon, du 21 mars au 12 avril

Peintures et sculptures d'artistes contemporains, de renommée internationale, inspirés par le sport.

Art et Sport et "Vendredi" offrent à nos abonnés (le 12 avril de 14 h 30 à 18 h 00) une visite guidée de l'exposition (+ un lot de cartes postales tirées lors de la biennale 1990 + un pin's d'accueil) ainsi qu'une visite du musée des Beaux-Arts.

A l'affiche du club

voir "Vendredi" nos 135 et 136

- **Jacques Higelin, le 22 mars.**
- **L'histoire du soldat, le 22 mars.**
- **Après l'amour, à partir du 25 mars.**
- **Dans les brumes de Fénimore, le 25 mars.**
- **Sappho de Mytilène, le 27 mars.**
- **Don Juan ou l'homme de cendres, jusqu'au 2 avril.**
- **Lettres de Louise Jacobson, jusqu'au 26 avril.**

C'est décidé, je m'abonne

- ☐ **Abonnement(s) à 260 F (400 F DOM-TOM / CEE 600 F autres pays)**
- ☐ **Abonnement(s) de soutien à ..... F**

Soit au total : ..... F

par chèque bancaire ou postal à l'ordre de "Vendredi"

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Code postal : .....

Ville : .....

A RENVOYER A : "VENDREDI"
SERVICE LECTEURS
10 rue de Solferino
75333 Paris cedex 07

Merci de penser à joindre votre bande-adresse et le montant des abonnements

Coll. Fondation Jean Jaurès